

AFFAIRES

MICHEL GIRARD > QUEBECOR MEDIA ET LES PERTES DE LA CAISSE PAGE 4

S&P/TSX ▲ 9369,30 +94.20 (+1.02%)	Actions négociées ▲ 153 ▼ 61 Inchangées : 10	TSX CROISSANCE ▲ 1702,62 +17.11 (+1.02%)	QUÉBEC 30 ▲ 1087,74 +14.04 (+1.31%)	Actions négociées ▲ 25 ▼ 4 Inchangées : 1	NASDAQ ▲ 1921,65 +17.47 (+0.92%)	DOW JONES ▲ 10192,51 +122.14 (+1.21%)	S&P 500 ▲ 1156,85 +13.63 (+1.19%)
--	---	---	--	--	---	--	--

Plus forte baisse mensuelle du huard en un an

BLOOMBERG

Le huard a subi sa plus forte baisse mensuelle en un an, tandis que le gouvernement minoritaire libéral pourrait devoir faire face à un vote de défiance le mois prochain, dans la foulée du scandale des commandites. La devise a été en baisse tous les jours depuis le 7 avril dernier, sauf trois. Ce jour-là, des témoignages devant la Commission Gomery indiquaient que les libéraux auraient reçu des paiements en échange de contrats de commandite. « Toute la situation politique sert de toile de fond à ce qui se passe au Canada en ce moment et ça exerce de la pression sur le huard », explique Drew Devine, stratège en matière de devises, chez Investors Bank & Trust, à Boston, qui ajoute : « Le facteur d'incertitude joue un grand rôle. » Hier, le huard a baissé à 79,42 cents US, son niveau le plus bas depuis 19 octobre dernier, comparativement à 79,89 cents US la veille. Il a terminé la séance à 79,46 cents US, un recul de 0,43 cent.

> Voir DOLLAR en page 4

AUJOURD'HUI

Claude Picher
Pour les 11 premiers mois de 2004-2005, le gouvernement fédéral a encaissé des recettes budgétaires de 179 milliards, et des dépenses de 160 milliards, pour un énorme surplus de 19 milliards. Le chiffre correspondant, l'an dernier, est ressorti à 12 milliards...
Page 5

Le plus gros usager du port de Montréal ciblé par des capitaux chinois?
Le plus gros client du port de Montréal, CP Navigation, important transporteur de conteneurs sur l'Atlantique Nord, pourrait être la cible d'une offre d'achat appuyée par des capitaux chinois.
Page 3

LE CHIFFRE DU JOUR

713\$

Le revenu moyen hebdomadaire pour les salariés canadiens s'est établi à 713 \$ en février dernier, une hausse de 3,89 \$ par rapport au mois précédent. De février 2004 à février 2005, la progression a été de 1,6 %, ou 10,97 \$. Au Québec, la rémunération moyenne se chiffrait à 673,52 \$ par semaine en février. Le salaire a augmenté de 1,2 % en l'espace d'un an, soit une hausse de 8,16 \$ par semaine.

Source: Statistique Canada

Acquizition.biz

Pour acheter ou vendre une entreprise:
www.acquization.biz 3291528

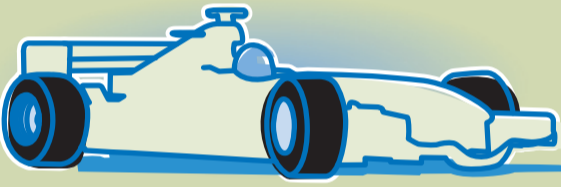
DES TEXTILES HIGH-TEX

OUBLIEZ LES TISSUS TRADITIONNELS. LE QUÉBEC SE TAILLE UNE PLACE DE CHOIX DANS LE SECTEUR DES TEXTILES SPÉCIALISÉS, PLANCHE DE SALUT DE L'INDUSTRIE. BIENTÔT, VOTRE VÊTEMENT VOUS PROTÉGERA... ET VOUS DIVERTIRA !

Le Conference Board du Canada place le secteur des textiles parmi les industries **les plus innovatrices** tant au Canada que sur la scène internationale.

Le salaire d'embauche d'un technicien en matières textiles varie de 28 000 à 35 000 \$ et le **taux de placement** est de... **100%**.

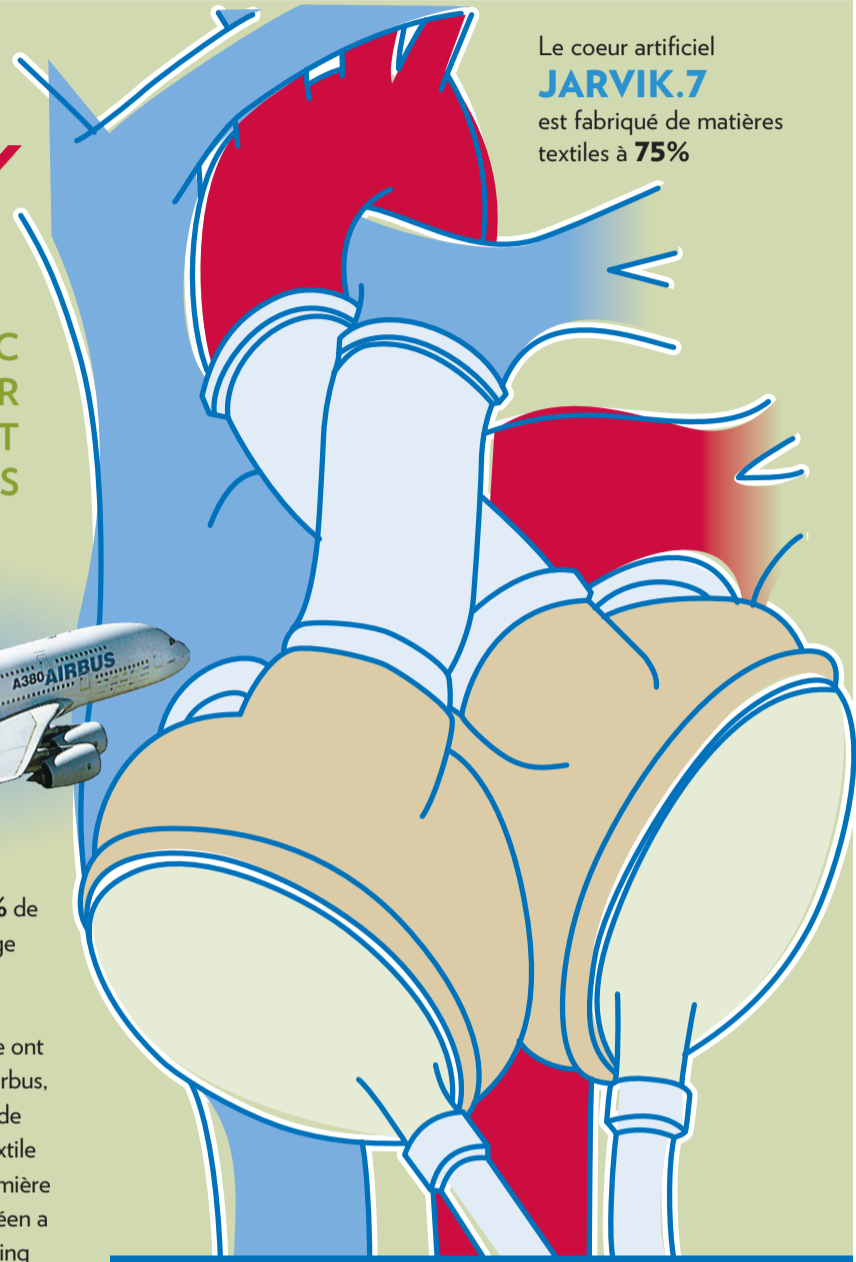
Plus de 80% des fils utilisés dans la fabrication des **coussins gonflables** en Amérique du Nord proviennent du Canada.



La robustesse d'un pneu est attribuable aux **textiles** dans une proportion de **75%**.



Les modèles récents des avions **Airbus** sont composés de plus de **10%** de matières textiles. L'avantage compétitif obtenu par les méthodes de construction utilisant la fibre de carbone ont contribué à la montée d'Airbus, soutient la Confédération de l'industrie allemande du textile et de la mode. Pour la première fois, le constructeur européen a livré plus d'avions que Boeing l'an dernier.



Le coeur artificiel **JARVIK.7** est fabriqué de matières textiles à **75%**

Plus de 150 000 Nord-Américains ont des **artères artificielles** qui, dans la plupart des cas, sont fabriquées de textiles tricotés.

Au diable la guenille!

L'état de santé des secteurs du textile et du vêtement se dégrade rapidement au Canada. Encore récemment, on apprenait que la part des textiles importés au pays est passée de 43 à 60% entre 1992 et 2004. Conséquence directe : l'emploi recule. Mais les mauvaises nouvelles font abstraction de la nouvelle industrie textile, qui s'affaire à mettre au point les produits de l'avenir. Le Québec y joue un rôle de premier plan.

YVES GINGRAS

Alors, le textile serait un secteur à faible valeur ajoutée, appelé à disparaître à plus ou moins court terme car frappé de plein fouet par la concurrence asiatique ? C'est faux.

À vrai dire, la nouvelle industrie

textile n'en est qu'à ses balbutiements. De plus en plus, le textile entre partout, de toutes les manières.

Des exemples ? Environ 10 % du nouvel Airbus A380, qui a fait son vol inaugural cette semaine, sont constitués de matières textiles. Et cette proportion est appelée à croître.

Des centaines de milliers de gens survivent aujourd'hui grâce à des artères ou des coeurs artificiels fabriqués en bonne partie de matières textiles. Bientôt, des capteurs miniatures seront intégrés au tissu des vêtements afin de détecter tout problème cardiaque, changement de température ou

de pression sanguine, et lancer un appel par télécommunications sans fil aux services médicaux. Ou encore avertir les parents dès le moment où se manifesterait le syndrome de la mort subite chez leur nouveau-né.

Nous sommes loin des usines de guenilles décrépités et sur le point de fermer leurs portes. Car la plupart d'entre nous confondent l'industrie du textile et celle du vêtement.

> Voir **TEXTILE** en page 8

AUTRES TEXTES

Ne manquez pas notre dossier en page 8.

Les plus malins



SOPHIE COUSINEAU

LE MONDE DES AFFAIRES

C'est le 25 janvier 2002. Il fait nuit noire. La Mercedes S500 noire recule silencieusement de l'entrée de la résidence de Houston.

Clifford Baxter, un « maître de l'univers », comme l'appellerait l'écrivain Tom Wolfe, emprunte le boulevard Palm Royale, mais s'arrête en plein milieu de la chaussée après avoir parcouru seulement 2,5 kilomètres. Il grille une cigarette Newport Light, il boit une gorgée d'Evian. Alors que le moteur tourne encore et que les phares sont allumés, il sort un Magnum 357 et se tire une balle dans la tête.

C'est sur le suicide de Cliff Baxter, l'ancien vice-président du conseil d'Enron, âgé de 43 ans à sa mort, que s'ouvre le documentaire sur l'un des plus grands scandales d'affaires de l'histoire. En cela, il

suit fidèlement le formidable livre duquel ce film s'inspire, *The Smartest Guys in the Room*, écrit par Bethany McLean et Peter Elkind, deux journalistes de la revue *Fortune*.

Enron n'est pas la seule grande faillite des dernières années — qu'on pense seulement à WorldCom. L'échec retentissant du courtier en énergie a toutefois eu l'effet d'un puissant électrochoc sur le monde des affaires.

En tombant, Enron a entraîné à sa suite la vénérable firme Arthur Andersen, qui employait 85 000 salariés. Le scandale a mis en lumière la complaisance et le copi-

nage autant chez les firmes de vérification comptable et les firmes de courtage que dans les conseils d'administration. Il a contraint les politiciens et autorités réglementaires à resserrer les règles du jeu.

Bref, il y a l'avant Enron, et il y a l'après. Voilà pourquoi ce film d'Alex Gibney est important, surtout si vous n'avez pas le temps de parcourir les 440 pages du best-seller anglais (que je vous recommande vivement pour ses portraits incisifs des personnages qui ont fait Enron).

> Voir **COUSINEAU** en page 2

Solarium Panovision

Enfin! un solarium pour aussi peu que **4295\$ ou 74.99\$/mois***

Rabais de 50% sur les stores au toit et verre teinté gratuit**

Venez visiter nos salles de montre

Saint-Laurent 4940, chemin du Bois-Franc
Longueuil 848, place Trans-Canada

Heures d'ouverture : du lundi au vendredi de 10h à 17h, samedi de 10h à 15h, dimanche de 12h à 16h

Conçu et fabriqué par **Zytec**

*Aucun dépôt et sujet à approbation du crédit. Versements égaux échelonnés sur 72 mois à un taux annuel de 7,85%. Autres détails en salle de montre. **Pour un temps limité avec l'achat d'un solarium Panovision. Membre A.P.C.H.Q. Licence R.B.Q. : 1983-2179-28 3292003

LA PRESSE AFFAIRES

REPÈRES

DOLLAR CANADIEN

79,46 ¢ US

VARIATION **-0,43** ¢

61,74 ¢ €

-0,20 ¢

SOMME REQUISE POUR ACHETER

UN DOLLAR US:

1,2585\$

UN EURO:

1,6196\$

TAUX PRÉFÉRENTIEL

4,25%

TAUX DE LA BANQUE DU CANADA

2,5%

OR (NY gold)

435,00\$ US +3,70\$ US

PÉTROLE (North sea Brent)

50,77\$ US +0,50\$ US

Déclaration de revenus: l'heure limite approche

D'APRÈS CANADIAN PRESS

L'Agence du revenu du Canada (ARC) gardera ses bureaux d'impôts ouverts partout au pays jusqu'à minuit, lundi prochain, pour répondre aux besoins de la foule habituelle de retardataires qui attendent à la dernière minute pour produire leur déclaration de revenus.

Les adeptes de la procrastination feraient bien de produire leur déclaration de revenus à temps pour éviter de payer de coûteux frais de retard et les pénalités d'intérêts qui y sont associés, paiements évitables qui ont rapporté quelque 36,4 millions de dollars supplémentaires au fisc canadien en 2002.

« Il s'agit de pénalités que les contribuables pourraient éviter », a indiqué Peter Delis, porte-parole de l'ARC, ajoutant que les déclarations présentées ou portant un cachet postal postérieur au 2 mai seront considérées comme en retard, sans exception.

« Produisez votre déclaration, que vous ayez ou non l'argent pour payer, ajoutez-il. Il est préférable pour vous d'épargner des pénalités pour cause de retard. »

Les personnes qui doivent de l'argent au fisc et qui ne peuvent pas joindre un paiement à leur déclaration de revenus peuvent appeler l'ARC une fois qu'elles ont reçu leur avis de cotisation pour prendre des arrangements afin de régler la note plus tard. Règle générale, la pénalité pour un retard est de 5 % des impôts dus et 1 % additionnel pour chaque mois de retard dans la production de la déclaration, et ce jusqu'à un an. Le taux d'intérêt actuel est de 7 %.

Normalement, la date limite pour produire les déclarations de revenus est le 30 avril, mais comme cette date tombe durant une fin de semaine cette année, les Canadiens bénéficient d'un délai jusqu'à lundi. De nombreux établissements de Postes Canada resteront ouverts jusqu'à minuit lundi.

Affaires

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ATELIER D'HORLOGERIE complet, avec clientèle, établi depuis 1975. Doit déménager. 75 000 \$, demandez Guy 514-522-4040

BÂTIMENT À VENDRE RIVE-SUD Beaucoup de potentiel, bonne occasion de se créer bon revenu. Artère commerciale, bus à la porte, voisin centre commercial. Actuellement loué en maison de 17 chambres meublées. 514-992-1827 Demandez Michel

INFORMATICIEN, 20 ans d'expérience, cherche petite entreprise récente ou en formation ("startup") pour s'y associer. sparkquest@hotmail.com

INVESTISSEURS ET GESTIONNAIRES de carrière cherchent entreprises manufacturières /services ou techno. 514-495-1441

NOTAIRE RECHERCHÉ(E) Bureau multidisciplinaire situé à St-Lambert. Réjean 450-923-9933

PARTENAIRE FINANCIER, potentiel pour projets agro-alimentaires au Maghreb, marché et gros profits assurés, 514-962-6541

PRÈS D'UNE CENTAINE DE COSTUMES enfants/adultes, 8800 \$, bon pour commerce de location, 450-621-4062.

PRÊTS et subventions des gouvernements pour votre petite entreprise existante ou nouvelle. Appelez 514-866-5757.

RECHERCHÉ distributeur ou représentant dans domaine dentaire pour vendre caméra intra-orale bon prix. À l'extérieur du grand Mt (en région). Line 1-866-849-9999

SERVICES OFFERTS consultation gestion immobilière résidentielle et commerciale, estimations de vos projets de construction. Informations: 514-801-8208.

700

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

WWW.DAYTRADERCANADA.COM Venez Daytrader cours professionnel de 7 jours • Accès direct NASDAQ, NYSE, TSX • Maison/bureau, temps plein/partiel • Contrôle du risque à 100% • 67h de cours dont 40h de temps réel • Manuel de 400 pages • Ordinateur & logiciels fournis • Le cours à Montréal débute le 11 juin 2005. • (514) 529-2073 • 1-866-529-2073 •

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés. comm. ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé)

FINANCEMENT ET CAPITAL DE RISQUE www.onyxfinancing.com 514-956-9596

PRÊTS 1ère, 2e hyp., bal. vente, équipement industriel. Notaire Rémillard 514-767-5331

716 SERVICES SPÉCIALISÉS

INCORPORATIONS! Constituez une compagnie pour aussi peu que 99\$ + frais. Société fédérale ou compagnie québécoise. Recherche de nom NUANS pour 25\$. Minutes annuelles pour 50 \$/an, mise à jour corporatif. 1-866-906-2677 ou www.CentreCorporatif.ca

Avis

805 AVIS DIVERS, COMMUNIQUÉS

ENFANT HYPERACTIF? IMPULSIF? En déficit d'attention? Comment les comprendre, mieux intervenir? Formations! Conférence gratuite: 6 mai, 19h, Centre St-Pierre, 1212 Panet (salle 200), MtL. 514-487-6065

DILBERT



Les plus malins

COUSINEAU

suite de la page 1

Les lecteurs assidus des pages financières n'apprendront peut-être pas grand-chose de ce film qui prend l'affiche vendredi prochain. Sa force, c'est de ramasser en 109 minutes des révélations distillées sur plusieurs années. Ainsi, ce documentaire permet de prendre toute la mesure de ce scandale.

Il est difficile de comprendre et encore plus d'illustrer le métier d'Enron, qui s'est lancée à corps perdu, à la fin des années 80, dans le courtage en énergie, soit la négociation de contrats à terme dans le gaz, l'électricité et autres produits dérivés (ils avaient même conçu des instruments financiers pour se protéger des aléas de la météo). Aussi, le réalisateur interviewe-t-il souvent les deux journalistes, ce qui donne à son film les allures et le statisme d'une longue entrevue.

Kenneth Lay et Jeffrey Skilling, les numéros un et deux d'Enron, ont refusé de participer à ce film. Mais le cinéaste a pu se rabattre sur les témoignages de Skilling devant les membres du Congrès qui ont mené l'enquête publique sur Enron. En effet, l'ancien consultant de McKinsey, homme brillant et orgueilleux, a refusé de se taire, comme ses anciens collègues l'ont fait en invoquant le droit constitutionnel inscrit au cinquième amendement, jugeant qu'il n'a rien à se reprocher.

Alex Gibney a toutefois réussi à mettre la main, on ne sait trop comment, sur des enregistrements de conversations entre courtiers Enron. Ces bandes sonores constituent les moments forts de ce film.

Pour cacher le fait que les profits n'étaient pas au rendez-vous, ce qui devenait de plus en plus difficile, Enron avait trouvé une bouée de secours: la Californie. L'entreprise texane s'était mis en tête d'exploiter, en 1999 et en 2000, toutes les failles du système californien qui venait d'être déréglementé. Le projet portait le nom révélateur de Death Star, en référence à la menaçante station spatiale de l'Empire dans Star Wars.

En redirigeant de l'électricité sur d'autres marchés, en ordonnant des travaux de maintenance dans des centrales à des moments opportuns, Enron a réussi à créer des pénuries artificielles et à faire bondir le prix de l'électricité. La suite est connue: délestages, prix en folie et crise politique qui ouvrira la voie à l'élection de l'acteur républicain Arnold Schwarzenegger, que Kenneth Lay a d'ailleurs rencontré en secret.

« Brûle! » supplie en criant un courtier alors qu'un incendie menace une ligne de transmission en

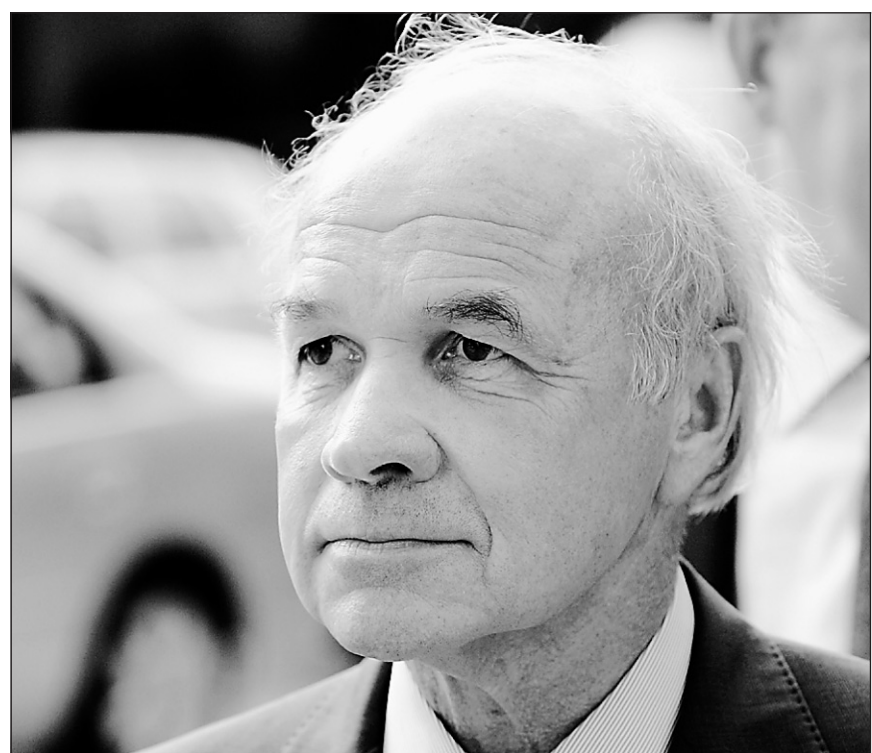


PHOTO CRAIG HARTLEY, ARCHIVES GETTY

Le fondateur d'Enron, Keneth Lay, photographié il y a quelques jours à Houston. Son procès au criminel pour fraude et complot est prévu le 17 janvier prochain.

Californie. (« Burn, baby, burn! »)

« Cela fait 8£@#! longtemps que je n'ai pas pris mon pied de la sorte », renchérit un autre. (« It is the fucking coolest thing I have done in a long time. »)

« Je pense que je vais pouvoir prendre ma retraite à 30 ans », dit encore un courtier en ricanant. Leurs commentaires donnent froid dans le dos.

Le réalisateur Alex Gibney en profite pour rappeler les expériences menées par le chercheur Stanley Milgram au cours des années 60. Un volontaire, à qui on demande de jouer le rôle de « professeur », doit donner un choc à un « élève » chaque fois que celui-ci répond mal à une question, sous l'oeil attentif du superviseur de l'expérience.

L'intensité du courant augmente chaque fois que l'élève (joué par un comédien) se trompe. Résultat: croyant qu'ils reçoivent leurs ordres d'une personne dont l'autorité est légitime, les deux tiers des volontaires iront jusqu'à administrer des chocs d'une intensité mortelle à leurs élèves...

Cette référence psychologique n'est pas sans rappeler le documentaire *The Corporation*. Ses réalisateurs Jennifer Abbott et Mark Achbar concluent que la multinationale manifeste tous les symptômes cliniques du psychopathe tels que définis par l'Organisation mondiale de la santé!

Ceci n'est pas une histoire de chiffres, c'est une histoire de gens, résume le narrateur de *The Smartest*

Guys in the Room. Une histoire sur la soif de pouvoir et de fric qui prime toutes les considérations morales telles que l'honnêteté.

L'un des mensonges les plus révélés chez Enron s'est produit au milieu des années 80. Deux courtiers en pétrole dépassent sans vergogne leurs limites de négociations et s'en mettent plein les poches. Mis au fait de leurs agissements, le conseil d'administration de l'époque, dont faisait partie Kenneth Lay, leur passe un savon. Étonnamment, toutefois, il ne les renvoie pas. La raison: ils font faire de l'argent à Enron.

Les deux patrons de la division Enron Oil s'y remettent de plus belle, mais cette fois, ils n'arrivent plus à couvrir leurs positions, qui exposent Enron à une perte de 1 milliard de dollars, soit amplement de quoi couler l'entreprise. Dépêché en catastrophe, un cadre pompier réussira à bluffer le marché et à réduire la perte à 140 millions.

Cette fois-ci, Enron est toutefois contrainte de dévoiler ce fiasco. Et que dira Kenneth Lay? Qu'il n'avait aucune idée de ce qui se tramait et que la nouvelle sur ses courtiers délinquants lui a donné un choc!

C'est exactement l'argument que Kenneth Lay emploie aujourd'hui pour se défendre. Son procès au criminel pour fraude et complot est prévu le 17 janvier prochain.

COURRIEL

Pour joindre notre chroniqueuse sophie.cousineau@lapresse.ca



LE PRINTEMPS EST ARRIVÉ. PLUS VITE QUE VOUS NE LE PENSIEZ.

Préparez-vous à une saison remplie d'émotions fortes... en Mazda RX-8. Avec ses portes ingénieuses « style libre » et son moteur rotatif RENESIS plusieurs fois primé, la RX-8 est une véritable bouffée d'air frais. Et avec les beaux jours qui s'annoncent, c'est le moment idéal pour en faire l'essai.

MAZDA RX-8 2005 À PARTIR DE 36 995 \$*



* Offre réservée aux particuliers et portant sur les Mazda RX-8 GS 2005 (T4SF65AA00) 2005 neuves. Frais de transport et préparation (925 \$), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription au RDPRM en sus. Le modèle illustré peut différer et est utilisé à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les stocks peuvent varier selon les concessionnaires. Un échange peut être nécessaire entre concessionnaires. Les concessionnaires peuvent vendre à prix inférieur. Voir un concessionnaire participant pour les détails. Aucune combinaison d'offres possible. Offre d'une durée limitée. Modèle GT sur la photo.

LA PRESSE AFFAIRES

DES FAITS, JUSTE DES FAITS

POUR COMMENCER



PHOTO DAVID MCNEW, GETTY IMAGES ©

Le commerce extérieur de la Chine, qui a augmenté d'une moyenne de 15 % par année au cours des 25 dernières années, a dépassé le cap des 1000 milliards de dollars américains pour la première fois en 2004.

— Commission européenne

ÉCONOMIE DES AMÉRIQUES

L'Alberta possède des réserves de pétrole de 176 milliards de barils, soit les réserves prouvées les plus importantes hors de l'Arabie Saoudite. Toutefois, la plus grande partie de ses réserves se trouve dans les sables bitumineux. — *New York Times*

En 2004, les États-Unis se classaient au **17^e rang** parmi les pays développés pour le nombre d'étudiants qui se spécialisaient en sciences et en génie. En 1975, ils occupaient le **3^e rang**. — *National Science Board*

L'an dernier, 43 % de la capitalisation boursière du Mexique étaient contrôlés par les entreprises familiales de Carlos Slim, propriétaire de la principale compagnie mexicaine de télécommunications, Telmex, et de la plus importante entreprise de téléphonie sans fil, América Móvil. — *The Economist*

ÉCONOMIE EUROPÉENNE

En 2004, les exportations de la zone euro vers l'Asie (en excluant le Japon et la Chine) ont augmenté de **10,6 %** tandis que les importations européennes en provenance de Chine augmentaient de plus de **23 %**. — *Deutsche Bank*

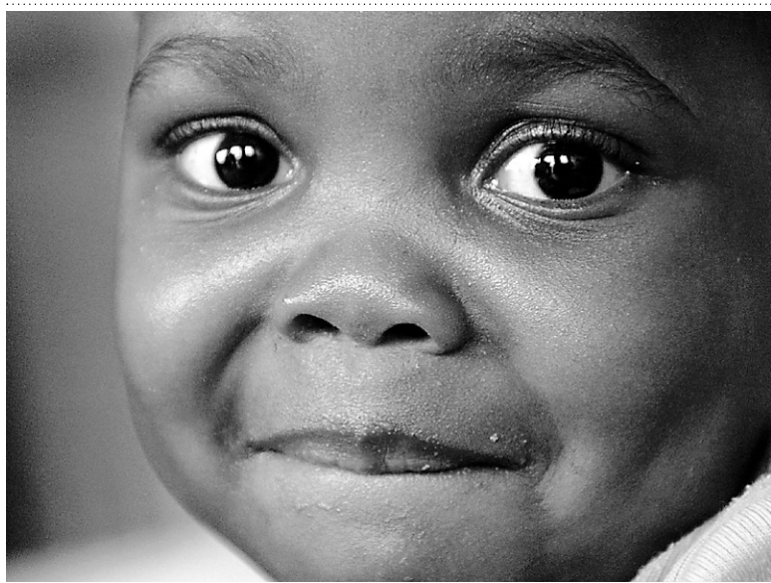
Au début de la présente année, le gouvernement français a émis une obligation de 50 ans, première obligation gouvernementale dans le monde à présenter une si longue échéance. Par comparaison, Coca-Cola a déjà émis une obligation de 100 ans. — *HVB Group*

Le salaire minimum en Turquie se situe à **370 \$US par mois**, soit beaucoup plus qu'en République tchèque (305 \$US), en Pologne (268 \$US) ou en Roumanie (103 \$US). — *Morgan Stanley*

ÉCONOMIE MONDIALE

Les États-Unis et le Canada, qui ne comptent que **5 %** de la population mondiale, ont le même nombre de cadres supérieurs au sein du secrétariat des Nations unies que toute l'Asie, où vit 60 % de la population mondiale. — *International Herald Tribune*

Si l'on fait l'hypothèse que l'industrie mondiale du transport aérien perdra 5,5 milliards de dollars américains en 2005, les pertes totales subies par les sociétés aériennes dans le monde depuis 2001 dépasseraient **40 milliards de dollars américains**. — *Financial Times*



Au cours des 50 dernières années, **la population de l'Afrique s'est accrue de près de 250 %**, passant de 220 millions à 750 millions, et l'on prévoit qu'elle doublera de nouveau d'ici 2050. — *Division de la population des Nations unies*

Sur la côte est de Chine, où se concentre la plus grande partie de la croissance économique du pays, le revenu moyen est de **3000 \$US** par année. Par contraste, dans certaines collectivités rurales de l'ouest de la Chine, de nombreuses personnes ne peuvent compter que sur **300 \$US** par année ou moins pour vivre. — *International Herald Tribune*

EN RELIEF : LE VIEILLISSEMENT

À l'heure actuelle, la moitié de tous les Mexicains ont moins de 25 ans. D'ici 2050, soit dans 45 ans seulement, l'âge médian au Mexique sera toutefois de 43 ans.

Par comparaison, la population russe présentait un âge médian de 25 ans en 1950 et en raison d'une récente baisse de l'espérance de vie, l'âge médian n'atteindra pas 43 ans avant 2050. Passer de 25 ans à 43 ans aura pris 100 ans, soit 55 ans de plus qu'au Mexique.

Le Japon, qui présente actuellement un âge médian de 43 ans, a la plus vieille population au monde aujourd'hui. D'ici 2050, l'âge médian y sera supérieur à 52 ans.

— Source : *Division de la population des Nations unies*

COMPILATION EFFECTUÉE PAR THE GLOBALIST (theglobalist.com)

Le plus gros usager du port de Montréal ciblé par des capitaux chinois

MARTIN VALLIÈRES
TORONTO

Le plus gros client du port de Montréal, CP Navigation, important transporteur de conteneurs sur l'Atlantique Nord, pourrait être la cible d'une offre d'achat appuyée par des capitaux chinois.

C'est du moins la rumeur qui agite les eaux de la grande navigation commerciale, hier, telle qu'ébruitée par l'hebdomadaire spécialisé *TradeWinds*, de Norvège.

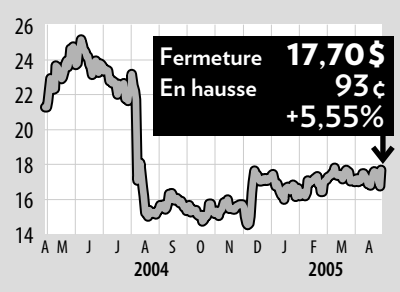
Et du coup, cette rumeur a fait sauter les actions de CP Navigation cotée à la Bourse de Toronto. Elles ont bondi de 7 % en mi-séance jusqu'à 18,00 \$, un sommet depuis août 2004, avant de se replier en hausse moins forte de 5,5 %, à 17,70 \$, en fin de séance.

Au port de Montréal, entre temps, on se disait peu préoccupé de l'impact d'un possible changement de contrôle de CP Navigation, même s'il s'agit de loin son plus important client avec ses filiales Canada Maritime et Cast.

De plus, CP Navigation possède Terminaux Montréal Gateway, l'entreprise qui exploite les deux principaux quais pour porte-conteneurs au port de Montréal : les terminaux Racine et Cast.

« S'il devait se confirmer, un éventuel changement de contrôle de CP Navigation ne devrait pas modifier l'importance de ses activités au Port de Montréal, a commenté le porte-parole de l'administration portuaire,

CP NAVIGATION EN BOURSE (TEU Toronto)



Source : Bloomberg

Michel Turgeon.

« L'une des principales activités de CP Navigation est le transport de conteneurs sur l'Atlantique Nord entre l'Amérique, l'Europe et la Méditerranée. Et le port de Montréal est l'un de ses principaux points de transbordement, a expliqué M. Turgeon. « Quant à la possibilité de capitaux chinois prenant le contrôle de CP Navigation, ça ne serait pas inusité dans le secteur du transport maritime. Déjà, au port de Montréal, un autre de nos gros transporteurs, OOCL (Orient Overseas Container Lines), est une entreprise dirigée de Hong Kong. »

Selon les informations ébruitées par *TradeWinds*, une offre d'achat hostile de 1,2 milliard de dollars américains pour CP Navigation serait en préparation par un tandem d'entreprises de Shanghai et de Vancouver.

L'offre serait menée par Seaspan Container Lines, située à Vancouver.

L'économie a crû de 0,3 %

BLOOMBERG

L'économie canadienne a connu une croissance de 0,3 % en février dernier, quatrième hausse de suite, en raison d'une augmentation des ventes au détail et de gros.

Le produit intérieur brut, soit la valeur de tous les nouveaux biens et services produits, est passé à 1,06 billion de dollars, en données annualisées, a fait savoir hier Statistique Canada. Cette performance correspond à l'estimation moyenne de 23 économistes sondés par Bloomberg News. Elle est également conforme aux prévisions de la Banque du Canada, ajoutent les économistes.

L'économie canadienne croîtra de 2,6 % cette année, grâce aux dépenses de consommation et aux investissements des entreprises, a prédit la banque centrale au début du mois. Les dépenses des ménages ont fait un bond au cours des trois dernières années à

la faveur de la baisse des taux hypothécaires qui ont atteint leur niveau le plus bas en un demi-siècle. De plus, un nombre record de personnes d'âge actif ont trouvé un emploi.

« Selon les résultats d'aujourd'hui (hier), la Banque du Canada est en plein dans le mille » dans ses prévisions, assure Derek Burleton, un économiste de la Banque Toronto-Dominion, à Toronto. « Et ces données ne devraient pas avoir beaucoup d'influence sur la politique monétaire », ajoute-t-il.

La croissance va s'accélérer et atteindre jusqu'au 3 % au cours du premier trimestre et puis ralentir à 2,5 % au deuxième trimestre, en raison d'une demande plus faible de la part des États-Unis, prévoit M. Burleton. La Banque du Canada attendra jusqu'au quatrième trimestre avant de hausser son taux directeur, dit-il.

Les ventes au détail ont augmen-

té de 1,7 %, à 62,1 milliards, grâce à l'achat de voitures neuves et aux achats de bière et de vin après la fin de la grève à la Société des alcools du Québec.

« Les ventes dans le sud de l'Ontario ont été pas mal bonnes, et je prévois une année de bonne à très bonne dans cette région », indique Keith Robinson, président de Souris River Canoes, à Atikokan, en Ontario. La compagnie, qui fabrique des canots ultralégers, réalise des ventes d'environ 1 million de dollars, dont la plupart s'effectuent aux États-Unis. La hausse de 20 % du dollar canadien au cours des deux dernières années ralentira les exportations et stimulera les importations cette année et l'an prochain, indiquait récemment la Banque du Canada. La croissance économique en 2005 sera inférieure au taux de 3 % le quel, selon la banque centrale, peut s'appliquer sans provoquer d'inflation rapide.

Le brut sous les 50 \$US le baril à New York

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Le cours du pétrole a clôturé sous les 50 \$ US le baril hier à New York, pour la première fois depuis la mi-février, déprimé par un ralentissement de la croissance économique aux États-Unis alors que les stocks ne cessent de monter.

Au lendemain d'une intervention télévisée du président Bush, qui a promis aux Américains de tout faire pour faire baisser les prix de l'essence, le baril de brut léger, coté sur le New York Mercantile Exchange, a chuté de 2,05 \$ à 49,72 \$US. La dernière clôture sous 50 \$US remonte au 18 février (48,35 \$).

À Londres, la même glissade a eu lieu. La première échéance a perdu 1,88 \$ à 50,60 \$US.

« C'est une très bonne nouvelle, s'est enthousiasmé Donald Luke, analyste de Fimat, on a des stocks qui montent et une économie qui ralentit. » Selon lui, les opérateurs réalisent que « le prix du brut va affecter l'économie », et on commence à le voir dans certains indices comme le PIB et la confiance des consommateurs.

Avis de nomination

> Luc Vinet

M. André Caillé, chancelier de l'Université de Montréal, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Luc Vinet au poste de recteur de l'Université. M. Vinet entrera en fonction le 1^{er} juin prochain.



Au moment de sa nomination, M. Vinet était Vice-principal exécutif de l'Université McGill. Détenteur d'un Ph.D. en physique théorique de l'Université de Montréal, il a été, entre autres, professeur au Département de physique de l'Université de Montréal, directeur du Centre de recherches mathématiques et président du Réseau de calcul et modélisation mathématique (rcm).

L'Université de Montréal forme avec ses deux écoles affiliées, HEC Montréal et l'École Polytechnique, le premier pôle d'enseignement supérieur et de recherche du Québec et le deuxième au Canada.

Université  de Montréal



À VOS AFFAIRES LE DIMANCHE

DANS LA PRESSE



MICHEL GIRARD

FINANCES PERSONNELLES

Quebecor Media: les pertes de la Caisse s'amenuisent

À la fin de 2002, des politiciens libéraux et adéquistes, et des déposants de la Caisse de dépôt et placement du Québec, souhaitaient ardemment que la Caisse liquide son placement dans Quebecor Media pour une bouchée de pain.

Une chance que la nouvelle direction de la Caisse, avec Henri-Paul Rousseau à sa tête, n'a pas acquiescé à cette demande. Une telle vente de feu aurait été une très grave erreur car la valeur financière de Quebecor Media a très fortement augmenté au cours des deux dernières années. Aujourd'hui, Quebecor Media vaut sur le marché près de 3,5 milliards de dollars.

Cela représente deux fois la valeur (1,7 milliard) que Quebecor lui attribuait à la fin de 2002, et rien de moins que trois fois et demie celle (960 millions) attribuée par la Caisse à la même période. Il reste cependant encore beaucoup de chemin à parcourir avant que la valeur de Quebecor Media réussisse à atteindre son prix initial d'achat.

Rappelons les faits. Dans l'euphorie boursière des années 1999 et 2000, l'ancienne direction de la Caisse, menée par le tandem Jean-Claude Scraire et Michel Nadeau, s'associait à Quebecor et son président Pierre Karl Péladeau pour acheter à très gros prix des Chagnon leur empire Vidéotron et sa filiale Groupe TVA.

Facture totale de la prise de contrôle: 6,6 milliards de dollars, dont 3 milliards pour la Caisse et 3,6 mil-

liards pour l'empire Quebecor. La participation respective de Quebecor et de la Caisse dans Quebecor Media s'élevait ainsi à 54,7 % et 45,3 %.

En raison de l'effondrement boursier du secteur des TMT (technologie, médias et télécommunications) survenu entre mars 2000 et octobre 2002, la Caisse a jugé raisonnable de dévaluer de 85 % (soit de 2,53 milliard) la valeur aux livres de son investissement dans Quebecor Media. Au 31 décembre 2002, son placement ne valait plus à ses yeux qu'une maigre somme de 435 millions de dollars.

Pendant cette même période, Quebecor dévaluait son investissement dans Quebecor Media de 2,35 milliards, celui-ci passant de 3,6 milliards à seulement 1,25 milliard.

Le ménage de PKP

Au cours des deux dernières années, on a assisté à un virage à 180 degrés. Sous la férule de Pierre Karl Péladeau, Quebecor Media a entrepris une vaste opération de rationalisation. Cette opération a porté fruits puisque l'entreprise est devenue très rentable.

Et grâce justement à sa bonne performance financière des deux dernières années, Quebecor Media a vu sa valeur au marché augmenter considérablement par rapport à la fin de 2002.

Le 31 décembre dernier, l'empire Quebecor évaluait le prix des actions de Quebecor Media à 27,86 \$

l'unité. Deux ans auparavant, à la fin de 2002, l'action de Quebecor Media valait à peine 13,75 \$...

Dans le prix de l'action du holding Quebecor, Quebecor Media (qui n'est pas une société inscrite en Bourse) compte actuellement pour près des deux-tiers, à comparer à seulement un tiers pour Quebecor World, l'autre grosse filiale.

Il y a deux ans, les analystes des maisons de courtage ne donnaient pratiquement aucune valeur ou presque à Quebecor Media. C'est vous dire à quel point le ménage de Pierre Karl Péladeau a été rentable et efficace.

Il a quand même été récompensé pour son bon travail. À la fin de janvier 2002, alors que la valeur des actifs de Quebecor Media avait déjà fondu de 4,6 milliards, le conseil d'administration de Quebecor Media, dont il était le président et chef de la direction, a mis en place un régime d'options d'achat d'actions pour ses dirigeants et cadres. À lui seul, Pierre Karl Péladeau s'est fait octroyer un bloc de 556 585 options, soit plus du quart (26 %) des options émises. Le prix d'exercice desdites options est 16,17 \$ l'action.

Comme les actions de Quebecor Media valent aujourd'hui 27,86 \$, les détenteurs des options ont déjà engrangé sur papier un profit de 11,69 \$.

La récompense

Par rapport à la valeur actuelle de l'action de Quebecor Media, les op-

tions de Pierre Karl Péladeau lui procurent, selon la circulaire de la direction, un gain en capital sur papier de quelque 6,5 millions de dollars. Globalement, les dirigeants et les cadres de Quebecor Media ayant obtenu des options ont accumulé jusqu'à présent des gains en capital de 25 millions de dollars.

Cependant, les profits sur options resteront sur papier pendant encore un bout de temps. Selon les conditions régissant le nouveau régime d'options de Quebecor Media, les options ne pourront être exercées avant janvier 2008.

Toutefois, le régime prévoit une intéressante exception et porte de sortie: si Quebecor Media devient une société publique, c'est-à-dire une société inscrite à la Bourse de Toronto, les options pourront être levées à compter de ce moment-là.

Avec une telle exception, on comprendra pourquoi tant de rumeurs laissaient entendre depuis l'automne 2003 que la direction de Quebecor Media allait inscrire la compagnie en Bourse dans un proche avenir et ce, à partir de la liquidation d'une partie du bloc d'actions détenu par la Caisse de dépôt et de placement du Québec.

La direction de la Caisse n'a pas cédé à la pression exercée par les politiciens et les déposants mécontents du placement dans Quebecor Media et elle a toujours refusé jusqu'à maintenant de liquider à rabais une partie de ses 56 millions d'actions. Une décision qui l'honore d'autant que la valeur de l'action de Quebecor Media ne cesse de

grimper depuis la fin de 2002.

En 2004, Quebecor Media a réalisé des revenus de 2,46 milliards de dollars, soit une augmentation de 164,3 millions (7,1 %) par rapport à l'année 2003.

Tous les secteurs d'activités de Quebecor Media ont enregistré des hausses: la câblodistribution (+66,6 millions ou 8,3 %), les journaux (+42,2 millions ou 5,0 %), le loisir et le divertissement (+36,7 millions ou 17,9 %) et la télédiffusion (+17,1 millions ou 5,0 %).

Le bénéfice d'exploitation a progressé de 14 % (+85,4 millions), pour atteindre 697,2 millions de dollars.

Le placement de la Caisse dans Quebecor Media vaut aujourd'hui autour de 1,56 milliard. C'est donc dire que la Caisse a récupéré à ce jour un peu plus de la moitié de son investissement initial. Cela apparaîtra sûrement trop peu aux yeux des détracteurs de la Caisse.

Mais à titre de gestionnaire du patrimoine des Québécois, la Caisse a eu raison jusqu'à présent de conserver son placement dans Quebecor Media, tout en laissant Pierre Karl Péladeau et son équipe de dirigeants mener la barque comme bon leur semble. Ce fut certes une gaffe d'avoir investi une somme astronomique de 3 milliards dans Quebecor Media. Mais la Caisse commettrait sans doute une autre gaffe si elle liquidait ce placement à rabais...

Quebecor Media est une entreprise qui a le vent dans les voiles. Prendre son mal en patience peut s'avérer payant. À long terme, s'entend.

Un cinéma maison, sans l'hypothèque.



Ensemble comprenant un lecteur DVD et un récepteur Harman Kardon ainsi que 6 haut-parleurs Canton. ► 1 600 \$

KÉBECSON

CANTON harman/kardon

6555, rue St-Denis ► Montréal (Québec) ► (514) 270.7900

Plus forte baisse mensuelle du huard en un an

DOLLAR suite de la page 1

Un dollar américain achète 1,2592 dollar canadien. La devise canadienne a reculé de 1,9 % cette semaine et de 3,8 % en avril, soit davantage que toute autre des 60 devises suivies par Bloomberg.

Cette semaine, le premier ministre Paul Martin a indiqué qu'il avait consenti « en principe » à renoncer à des baisses d'impôts de 4,6 milliards aux entreprises en faveur d'une augmentation des dépenses dans le budget qu'il propose, ces changements ayant été faits à la demande du NPD. En échange, les néo-démocrates n'appuieront pas une motion de défiance contre les libéraux de M. Martin.

Pour leur part, les conservateurs disent vouloir chasser les libéraux à cause du scandale des commandites, et ils ont besoin de l'appui du Bloc québécois pour défaire le gouvernement. Au Québec, le Bloc recueille la faveur de 55 % de la population, par rapport à 16 % pour les libéraux, selon un sondage mené les 24 et 27 avril par Strategic Counsel, rapportait le *Globe and Mail* de Toronto.

« Si l'appui à la souveraineté demeure élevé au Québec, c'est le dollar canadien qui en pâtira », soutient Ted Carmichael, économiste de JPMorgan Securities Inc., à Toronto.

L'obligation canadienne de 3 % venant à échéance en juin 2007 a perdu 8 cents, à 99,84 \$, poussant à la hausse son taux de rendement de quatre points de base, ou 0,04 point de pourcentage, à 3,08 %. L'obligation de 5 % échéant en juin 2014 cédait 27 cents à 106,46 \$, augmentant son taux de rendement de trois points de base à 4,14 %. Elle est en baisse de deux points de base cette semaine.

Les obligations canadiennes de deux ans présentent une meilleure performance que les titres américains équivalents depuis plus de quatre mois, poussant le taux de rendement à 57 points de base sous celui des obligations du Trésor américain présentant la même échéance.

CARRIÈRES PROFESSIONS *plus*

Un cahier spécial mercredi dans LA PRESSE

10 CONDITIONS GAGNANTES POUR ÊTRE HEUREUX AU TRAVAIL





CLAUDE PICHER

LA VIE ÉCONOMIQUE

L'heure juste sur le surplus de 19 milliards

Le ministère des Finances a dévoilé, jeudi, les résultats financiers du mois de février 2005. L'exercice du gouvernement prend fin le 31 mars.

Nous avons donc maintenant les résultats des 11 premiers mois de l'exercice.

La publication des recettes et des dépenses budgétaires en cours d'exercice est toujours effectuée avec deux mois de décalage, de sorte que nous connaîtrons les résultats de l'année complète dans trois semaines.

Toujours est-il que pour les 11 premiers mois de 2004-2005, le gouvernement fédéral a encaissé des recettes budgétaires de 179

cent ». Cette situation pose deux questions :

1- Comment Ottawa peut-il dégager de tels surplus ?

2- Les surplus sont-ils vraiment aussi importants qu'ils le paraissent ?

Si Ottawa a autant d'argent, c'est parce que les revenus augmentent deux fois plus vite que les dépenses, et même un peu plus.

Par rapport à l'an dernier, les recettes provenant de l'impôt sur le revenu ont augmenté de 6,7 %, et celles provenant de la TPS et des autres taxes (douanes, accises, taxe pour la sécurité du transport aérien, etc.) de 9,1 %. Ces deux sources de recettes fiscales représentent, ensemble, 84 % des recettes budgétaires totales du gouvernement, le reste étant fourni par les cotisations d'assurance-emploi et les autres revenus, comme la vente de biens et services. À cet égard, on peut rappeler que le gouvernement a réalisé en cours d'exercice un produit net de 2,6 milliards lors de la vente des actions qu'il détenait encore dans Petro-Canada.

Tout considéré, les recettes augmentent donc de 7,3 %.

Dans la colonne des dépenses, l'augmentation n'est que de 3,1 %. Cela est dû en grande partie au fait que la dette a coûté 4 % de moins à financer. Or, le service de la dette constitue la principale charge budgétaire du gouvernement. Ces quatre points de pourcentage représentent une économie d'intérêts de 800 millions.

Si l'on ne tient pas compte de la dette, l'ensemble des dépenses de programmes grimpe de 5 %. C'est deux fois l'inflation.

Il faut cependant lire les chiffres

REVENUS ET DÉPENSES D'OTTAWA

Pour les 11 premiers mois, en milliards de dollars

	2003-2004	2004-2005
REVENUS		
Impôt des particuliers	76,2	80,5
Impôt des sociétés	23,6	25,6
TPS	25,8	29,2
Douanes et accise	11,6	11,7
Cotisations d'assurance-emploi	15,7	15,4
Autres	14,1	16,7
TOTAL	167,0	179,1
DÉPENSES		
Pensions de vieillesse	24,7	25,6
Prestations d'assurance-emploi	13,7	13,4
Transferts aux provinces	25,8	27,8
Subventions	14,2	14,8
Sociétés d'État	4,9	4,7
Défense	10,4	11,4
Dette publique	32,7	31,4
Autres ministères et organismes	28,6	30,8
TOTAL	155,0	159,8
SURPLUS	12,0	19,2

Source : Ministère des Finances

avec beaucoup de prudence, parce qu'ils sont trompeurs. Ce n'est pas parce que le surplus atteint 19 milliards en 11 mois que le gouvernement se dirige vers un surplus annuel d'environ 21 milliards. Au contraire : au bout du compte, une fois que l'exercice sera terminé et que les ajustements de fin d'année auront été comptabilisés, il est même possible qu'il ne restera plus grand-chose de tous ces milliards.

Voyons plutôt :

> Le mois de mars est historiquement déficitaire, notamment à cause des remboursements d'impôts de l'année précédente. Le déficit peut varier d'une année à l'autre : au cours des quatre exercices précédents, il s'est situé en moyenne à 2,8 milliards, avec un creux de 500 millions en 2001 et un sommet de 4,9 milliards en 2002. En supposant, pour les fins de l'exemple,

que le déficit de mars se situe dans cette moyenne, le surplus ne sera plus de 19,2 milliards, mais de 16,4 milliards.

> Le gouvernement a pris un certain nombre d'engagements qui n'ont pas encore été intégrés aux résultats financiers, mais qui seront imputables à l'exercice 2004-2005. C'est notamment le cas des ententes fédérales-provinciales-territoriales de septembre 2004, portant sur le financement des soins de santé, la révision de la péréquation et l'amélioration de la formule de financement du Nunavut, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. En outre, des mesures d'aide supplémentaires au secteur agricole ont été adoptées en cours d'exercice, mais n'ont pas encore été comptabilisées. Il y a aussi des initiatives annoncées dans le budget de février 2005, mais qui touchent l'exercice 2004-2005. Toutes ces nouvelles dépenses viendront alourdir la colonne des dépenses de mars. Il y en a en tout pour 12,1 milliards. Cela signifie donc que de 16,4 milliards, l'excédent tombe à 4,3 milliards. Nous ne sommes plus très loin des prévisions originales du ministre Goodale.

> Enfin, dans les mois qui suivent la publication des résultats de mars, le Ministère procède aux ajustements de fin d'année. Il s'agit notamment de comptabiliser des dépenses votées en cours d'exercice, mais qui ne seront réellement engagées qu'après le 31 mars. Cette pratique est recommandée par la vérificatrice générale.

Le calcul des ajustements prend plusieurs mois, de sorte qu'il faut attendre l'automne pour connaître les résultats définitifs. Les ajustements ont généralement pour effet de diminuer l'excédent budgétaire.

Il est difficile de ne pas croire les provinces quand elles hurlent d'indignation devant le déséquilibre fiscal qui continue de se creuser.

milliards, et des dépenses de 160 milliards, pour un énorme surplus de 19 milliards.

Le chiffre correspondant, l'an dernier, est ressorti à 12 milliards. Cet excédent est d'autant plus troublant que le ministre, lors du dépôt du budget 2004-2005, il y a 14 mois, projetait un surplus de quatre milliards. Apprécions l'ampleur de l'écart...

Dans ces conditions, il est difficile de ne pas croire les provinces quand elles hurlent d'indignation devant le déséquilibre fiscal qui continue de se creuser.

Hier, à Ottawa, le Bloc québécois en a remis en proclamant que ces chiffres « rendent le déséquilibre fiscal encore plus indé-



FÉLICITATIONS

AUX FINISSANTS DU PREMIER PROGRAMME DE PERFECTIONNEMENT DES ADMINISTRATEURS OFFERT À MONTRÉAL



« Nos actionnaires se doivent d'être représentés par des administrateurs compétents, par des administrateurs qui apportent une valeur ajoutée. Pour remplir cette responsabilité, nous nous devons constamment d'améliorer nos connaissances et nos habiletés. Le programme de perfectionnement des administrateurs (PPA) est un parfait exemple d'une démarche en ce sens : les présentations interactives, mais surtout les échanges avec des administrateurs expérimentés, le partage des connaissances et de solutions m'aident à devenir un meilleur administrateur. »

Guylaine Saucier, C.M., F.C.A., administrateur de sociétés

L'École supérieure de régie d'entreprise de l'IAS, en partenariat avec Rotman School of Management et L'Institut international de formation des cadres de l'Université McGill, a développé un programme de perfectionnement des administrateurs (PPA) de sociétés. Ce programme comporte quatre modules de trois jours chacun et est offert dans différentes universités au Canada. Les animateurs sont des spécialistes reconnus nationalement et internationalement dans leur domaine et possédant une expérience éprouvée des conseils d'administration. La remise des diplômes pour la première cohorte de Montréal aura lieu à McGill le 15 mai 2005.

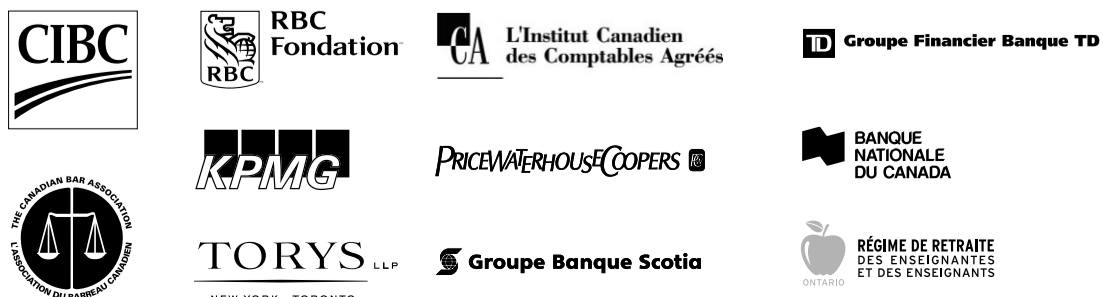
Le PPA est le seul programme pour administrateurs au Québec ayant une reconnaissance internationale. Les diplômés du PPA peuvent obtenir la désignation professionnelle IASA de l'Institut des administrateurs de sociétés. Les détenteurs de cette désignation possèdent une formation universitaire, ont siégé sur des conseils d'administration et rencontrent les exigences professionnelles de l'Institut.

Il reste encore quelques places disponibles pour la deuxième cohorte de Montréal qui démarrera le 27 mai 2005.

Pour obtenir plus d'informations ou pour vous inscrire, veuillez contacter : Michael Tinker ou Édith Lemieux à l'Institut international de formation des cadres au (514) 398-3970 ou par courriel : michael.tinker@mcgill.ca, edith.lemieux@mcgill.ca.

www.icdcollege.ca

MERCI À NOS PARTENAIRES FONDATEURS :



LA PRESSE AFFAIRES

Affaire Cinar: Norshield tente une poursuite de 10 millions

FRANCIS VAILLES

La société Gestion de placements Norshield et son PDG, John Xanthoudakis, viennent d'intenter une nouvelle poursuite de 10 millions de dollars relativement aux transferts de fonds de la Corporation Cinar aux Bahamas.

Pour comprendre la nature de la poursuite, il faut savoir qu'un récent jugement de la Cour des Bahamas a fait état des soupçons de fraude qui pèsent sur Norshield et John Xanthoudakis relativement à ces fonds. Norshield est l'une des parties impliquées dans les transferts de fonds, survenues entre 1998 et 2000.

Au début avril, *La Presse* puis *The Gazette* ont repris des passages de ce jugement des Bahamas. Selon la poursuite déposée hier en Cour supérieure, ces articles ont causé

des dommages substantiels à Norshield et à son PDG, et terni leur réputation.

La poursuite ne vise pas les deux quotidiens, mais les parties qui sont à l'origine des propos tenus dans le jugement des Bahamas, nommément Cinar et l'avocat Wesley Voorheis.

Voici ce qui est notamment écrit dans le jugement: « Cinar croit qu'un stratagème factice d'investissement (*phony*) a été mis en place dans le but de prendre des sommes substantielles de Cinar par la tromperie (*deception*). Cinar est d'avis que John Xanthoudakis, Norshield et des dirigeants principaux de Cinar (à l'époque) ont conspiré pour frauder Cinar. »

Selon la poursuite déposée hier, ces propos du juge Lyons sont tirés de la déclaration de Wesley Voorheis, l'homme mandaté par Cinar pour récupérer les sommes des Bahamas qui n'ont pas encore été re-

tournées (40 millions US, soutien Cinar). Selon Norshield et son PDG, ces affirmations sont non seulement fausses, mais Cinar et M. Voorheis savaient qu'elles étaient fausses et qu'ils utilisaient « des mots faux, scandaleux et difamatoires ».

Scandale transfrontalier

Dans son jugement, le juge Lyons a également écrit que « si les allégations de Cinar sont fondées, alors il s'agit d'un scandale transfrontalier majeur ».

Selon la poursuite, les propos écrits dans le jugement ont porté préjudice à Norshield et lui ont causé des pertes substantielles. Norshield et son PDG réclament 5 millions pour atteinte à la réputation et dommages moraux, en plus de 5 millions pour dommages exemplaires.

Joint par *La Presse*, l'avocat Wesley Voorheis a été peu loquace. « Cette

poursuite est un total *sac à merde de cheval* », s'est-il contenté de déclarer.

Le jugement des Bahamas, rappe-lons-le, a accordé à Cinar le droit d'utiliser tous les documents des Bahamas la concernant dans des poursuites contre John Xanthoudakis et Norshield. Cinar a également obtenu le droit de transmettre ces documents à la Sûreté du Québec pour les fins d'une enquête criminelle. Les avocats de Norshield et John Xanthoudakis s'opposaient aux deux demandes.

Le 21 avril, Norshield et son PDG avaient déposé une autre poursuite de 10 millions. Cette fois, la poursuite visait les deux comptables de PricewaterhouseCoopers aux Bahamas chargés de liquider les entreprises Globe-X, des Bahamas, qui ont reçu les fonds de Cinar. Ces deux liquidateurs jouent un rôle équivalent à celui de syndic de faillite au Canada.

ASSEMBLÉE DE MOUNT REAL

Questions sans réponse

FRANCIS VAILLES

Les actionnaires de la Corporation Mount Real ont voté en faveur d'un important projet relié à une fiducie de revenus, jeudi, à l'assemblée annuelle des actionnaires. Les dirigeants n'ont toutefois pas répondu aux demandes d'un actionnaire d'exposer clairement la nature du projet.

La proposition acceptée vise l'acquisition de parts d'une fiducie de revenus, parts qui seraient ensuite distribuées aux actionnaires sous forme de dividendes. La direction n'a pas précisé quelle fiducie de revenus était ciblée, ni comment on financerait l'acquisition des parts de fiducie. Au 31 décembre 2004, l'entreprise n'avait que 1,1 million de dollars dans son compte en banque, après que les activités de l'année eurent réduit cette encaisse de 2,7 millions.

Un actionnaire indépendant, Yann Davies, a demandé des précisions sur la nature du projet, mais est ressorti insatisfait. Le président et directeur de l'exploitation de Mount Real, Joseph Pettinichio, a laissé entendre qu'au terme de l'opération, une partie des activités de Mount Real ferait en quelque sorte l'objet d'une fiducie de revenus.

Mount Real a été fondée par Lino P. Matteo et John Xanthoudakis, il y a une douzaine d'années. John Xanthoudakis est le PDG du Groupe financier Norshield, soupçonné de fraude dans l'affaire du producteur d'émissions pour enfants Cinar. Mount Real et John Xanthoudakis sont d'ailleurs poursuivis en relation avec cette affaire.

À l'assemblée de Mount Real, la fiducie de revenus de la proposition n'a pas été identifiée, mais il s'agit vraisemblablement de Sterling Leaf, qui a collecté 10 millions de dollars auprès des petits investisseurs l'été dernier et qui est à compléter une nouvelle émission de 10 millions. Sterling Leaf est une société en Bourse qui tire ses revenus de la vente d'abonnements à des lots de magazines, ce qui correspond précisément aux activités principales de Mount Real. Sterling Leaf est d'ailleurs gérée par une filiale de Mount Real.

Par ailleurs, l'actionnaire Yann Davies a demandé au chef de la direction de Mount Real, Lino Matteo, de donner des détails sur une portion significative des revenus, à savoir les revenus d'intérêts et d'investissements. Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2004, Mount Real a inscrit 7,8 millions de dollars de revenus à ce titre, soit l'équivalent de 70 % des profits. L'année précédente, les 11,9 millions de revenus d'intérêts et d'investissements correspondaient à plus de 100 % des profits de l'entreprise.

Lino Matteo a répondu que ces revenus étaient liés aux filiales Real Readers et Trirème (NDRL : des Bahamas) et Sterling Leaf. Pour plus de précisions, il a dit à M. Davies qu'il lui répondrait en privé, mais M. Davies tenait à ce que tous les actionnaires puissent être informés. M. Matteo n'a finalement pas voulu répondre en public.

Après l'assemblée, *La Presse Affaires* a posé des questions à M. Matteo sur la nature des profits de l'entreprise, mais il a refusé de répondre, affirmant vouloir consacrer son temps aux invités du jour, les actionnaires.

Yann Davies se dit inquiet de cette absence de réponse. « On n'a répondu à aucune de mes questions. Déjà, les documents de l'entreprise ne sont pas très complets. Le manque de réponses (à l'assemblée) est absolument effarant », a dit M. Davies, au cours d'un entretien téléphonique hier, lendemain de l'assemblée.

En 2004, les revenus de Mount Real ont atteint 37,9 millions, en hausse de 37 %. Le bénéfice net est en hausse de 2,7 %, à 11,4 millions. Toutefois, les activités courantes de l'entreprise ont produit en 2004 un déficit de liquidités (*cash flow*) pour la septième année consécutive. Cette année, ce déficit est de 2,3 millions.

Depuis 1998, les déficits de liquidités liés aux activités courantes totalisent 58,7 millions. Les besoins d'encaisse ont essentiellement été financés par des collectes de fonds auprès de petits investisseurs, sous la forme de certificats de placement.

Jusqu'au 8 mai

Réparez toutes vos maladresses en un seul geste.

Profitez de l'offre de la Fête des mères chez TELUS.

LG 3200

~~24,99\$*~~

GRATUIT*

(avec un contrat de 2 ans)

LG 6070

~~29,99\$*~~

GRATUIT*

(avec un contrat de 2 ans)

LG 4600

~~49,99\$*~~

29,99\$*

(avec un contrat de 3 ans)

LG 6190 Fastap™
Phototéléphone

~~129,99\$*~~

79,99\$*

(avec un contrat de 3 ans)

Audiovox 8920
Phototéléphone de 1,3 mégapixel

~~179,99\$*~~

99,99\$*

(avec un contrat de 3 ans)

le futur est simple™

3303927A

Pour en savoir plus sur ces super offres, passez nous voir dans une boutique TELUS Mobilité, chez un détaillant autorisé ou chez l'un de nos marchands. Tous les détails à telusmobilité.com

FUTURE SHOP

SN GROS

LA CRABINE TÉLÉPHONIQUE

teleplus

Dominion

BRANDS & PARTNERIAU

Home

Zellers

Offre valable jusqu'au 8 mai 2005 avec nouvelles mises en service seulement. Les prix et la disponibilité des téléphones peuvent varier. *Prix net en vigueur avec un contrat de 2 ans (LG 3200 et LG 6070) ou de 3 ans (LG 4600, LG 6190 et Audiovox 8920) après rabais obtenu en magasin ou crédit porté au compte sur un prochain relevé mensuel de TELUS Mobilité. Fastap est une marque de commerce de Digit Wireless, LLC. © 2005 TELUS Mobilité.

BOUQUES TELUS MOBILITE ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

MONTREAL

Carrefour Angrignon
Centre commercial Le Boulevard
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Rockland
Complexe Desjardins
Fairview Pointe-Claire
Galeries d'Anjou
Galeries Lachine
Mail Cavendish
Place Alexis Nihon
Place Lasalle
Place Versailles
Place Vertu
Westmount Mall
Wilderton Mall
Centre-ville
950, rue Sainte-Catherine Ouest
4202, rue Saint-Denis
Action Télécom Inc.
1531, rue Notre-Dame Ouest
Communications Métropolitaine
10223, boul. Pie-IX
Communications Mobilenet
5165, ch. Queen-Mary
Globe Mobilité
6652, rue Saint-Hubert

Dollard-des-Ormeaux
La Zone SCP
3349B, boul. des Sources

Saint-Laurent
D2 Technologie Inc.
2119, boul. Marcel-Laurin
PC Page Communications Inc.
3832, boul. Côte-Vertu

LAVAL ET RIVE-NORD

Blainville
Digital Radiocommunication
9, boul. de la Seigneurie, local 7

Laval
Carrefour Laval
Centre Laval
Contact Com. D.L.
Communications
1521, autoroute 440 Ouest
Digital Radiocommunication Inc.
2304, Desserte Ouest autoroute 13
Proxi Telecom Inc.
1662, boul. Saint-Martin Ouest
SRAD Communications Inc.
2995, boul. Dagenais, local D

Mascouche
Terrasses Mascouche

Repentigny
Galeries Rive-Nord
Technicom
346, rue Notre-Dame, local C

Rosemère
Place Rosemère
Contact Com. D.L.
Communications
259, boul. Labelle, local 102

Saint-Jérôme
Carrefour du Nord

Terrebonne
Galeries de Terrebonne
SRAD Communications Inc.
2292, ch. Gascon

RÉGIONS

Saint-Hyacinthe
Cellulaire +
Galeries Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise

RIVE-SUD

Mail Champlain
Centre Jacques-Cartier
Place Longueuil
Promenades Saint-Bruno

Belœil
Cellulaire +
559, boul. Laurier

Candiac
D2 Technologie Inc.
89, ch. Saint-François-Xavier

Greenfield Park
Proxi Telecom Inc.
3814, boul. Taschereau

Sainte-Julie
Alto Communication
1950, ch. du Fer-à-Cheval

LA PRESSE AFFAIRES

L'entrevue du samedi Pascal Lamy, candidat à la direction de l'OMC

« L'Inde et la Chine ne sont pas menaçantes »



ÉRIC CLÉMENT

Ex-commissaire européen chargé du commerce international, le Français Pascal Lamy est le candidat de l'Europe à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Présenté comme favori, compte tenu notamment de ses bons contacts avec Washington, M. Lamy était de passage à Montréal et Ottawa récemment, le Canada étant un pays « facilitateur » pour choisir celui qui représentera les 148 membres de l'OMC.

La Presse Affaires l'a rencontré pour connaître sa vision de l'OMC, dont la principale tâche réside actuellement dans les négociations commerciales de Doha qui visent à libéraliser les échanges mondiaux tout en développant les pays pauvres.

Q Si vous êtes élu, quelles seront vos priorités ?

R Il y a deux enjeux. D'abord, mettre le paquet sur la négociation en cours afin de la terminer le plus tôt possible, soit en 2006, et puis de faire en sorte que les règles du commerce multilatéral soient adaptées au monde d'aujourd'hui puisqu'elles datent de la fin de l'Uruguay Round en 1994. En 10 ans, le monde a changé et l'idée qui s'est installée est qu'il faut que les règles internationales soient plus favorables aux pays en voie de développement.

Q L'OMC est souvent très critiquée. A-t-elle un problème de perception ?

R C'est une organisation dont l'essentiel de l'activité est d'ajuster les règles du commerce mondial. Pourquoi l'OMC a un problème d'image ? Si vous regardez la famille des organisations internationales, un grand nombre n'ont pas de problème d'image et sont inefficaces, par exemple l'Assemblée générale des Nations-unies, ce n'est pas très politiquement correct de le dire, mais si elle est assez légitime, elle n'est pas efficace. L'OMC est assez efficace mais pas très légitime.

Beaucoup de gens ne saisissent pas bien que l'OMC n'est rien d'autre qu'une coopérative de gouvernements qui négocient entre eux des règles au nom de l'intérêt de chacun de leurs citoyens. Mais c'est une organisation qui est éloignée des citoyens et qui a un impact quotidien sur leur vie. Il faut travailler là-dessus. Il faut du débat entre les États, au sein des États et à l'OMC. Si des parlementaires des États membres de l'OMC veulent faire un caucus, il faut qu'ils puissent le faire. Si les ONG veulent discuter dans des forums publics sur le développement, les médicaments, l'environnement ou le bien-être des animaux, il faut qu'elles puissent le faire.

Q Le déficit commercial américain atteint des proportions considérables qui risquent, disent les experts, de déstabiliser l'économie mondiale et de ralentir les pays ayant de gros surplus avec les États-Unis. Le financement de ce déficit semble compliqué compte tenu de leur déficit budgétaire et des placements extérieurs qui ne compensent pas son ampleur. Que vont-ils faire ? Un protectionnisme est-il envisageable ? Comment l'OMC doit-elle considérer ce problème ?

R Il y a deux thèses sur le déficit commercial, d'abord celle qui dit que ce n'est pas soutenable, tel que le pensent le FMI et les économistes classiques, parce qu'il s'agit

en réalité d'un déficit d'épargne, les Américains consommant trop et le reste du monde comblant la différence. Ceux qui partagent cette thèse pensent que cela peut s'ajuster avec une baisse du dollar.

L'autre école dit que tout ça, c'était dans les bouquins de papa et qu'aujourd'hui, le monde a changé, les frontières commerciales aussi et que la valeur de la monnaie ne peut pas tout régler.

Il y a un peu des deux. Ce qui est vrai, c'est que ces ajustements ont un impact sur la vie des gens et cette douleur peut se traduire par des réactions politiques qui comportent un danger protectionniste. Les Américains ont pris des engagements et ne peuvent pas appliquer du protectionnisme, à supposer que ce soit la solution.

Q Quand on examine le phénomène des délocalisations, notamment en Inde et en Chine, doit-on être inquiet ?

R Il y a le froid des chiffres et il y a la vie politique. Le froid des chiffres nous dit qu'on peut dormir tranquille. Les pertes d'emplois liées aux délocalisations sont minimes et si l'Inde fait du boulot que d'autres faisaient avant, ça fait du pouvoir d'achat en Inde et ça entraîne le cycle vertueux qu'on connaît. En Europe, 5 % des pertes d'emplois sont liées aux délocalisations par rapport aux consolidations qu'on a connues dans la sidérurgie, la banque, l'assurance, les téléphones, les transports, etc. Les pouvoirs publics sont confrontés à la question de savoir ce qu'ils doivent faire pour éviter les délocalisations. La bonne réponse est de faire en sorte que l'économie à laquelle on s'adresse mène dans la valeur ajoutée.

Q L'Inde est-elle déjà menaçante et peut-elle causer des catastrophes pour nos secteurs manufacturiers ?

R Je ne crois pas. L'Inde est un pays qui s'ouvre petit à petit. Son taux de respiration avec l'éco-

En 10 ans, le monde a changé et l'idée qui s'est installée est qu'il faut que les règles internationales soient plus favorables aux pays en voie de développement.

nomie internationale est de l'ordre de 10 % de son économie, soit trois fois moins que la Chine. L'Inde est la plus grande démocratie du monde. C'est le seul endroit où tous les pauvres votent. Ça entraîne un certain nombre de lourdeurs dans le dispositif mais je pense que les nécessités de leur marché intérieur sont, comme en Chine, énormes. Le problème de l'Inde n'est pas la conquête de marchés à l'étranger mais de comment augmenter le niveau de vie d'une population gigantesque. Et comme les besoins de leur population sont gigantesques, je n'arrive pas à penser que ce soit une mauvaise nouvelle pour nous.

Q La Chine est-elle une bulle qui va éclater, à cause de ses mauvaises créances bancaires, de ses disparités régionales énormes et de tensions humaines possibles ?

R On a écrit pendant 50 ans que la Chine allait s'éveiller et le jour où ça arrive, tout le monde se dit, c'est quand même curieux, elle se réveille ! C'est incroyable cette formidable capacité qu'on a de prédire les choses et d'être pris au dépourvu quand elles arrivent !

La Chine et l'Inde sont les éléphants du 21^e siècle, il n'y a pas de doute là-dessus. Les dirigeants chinois reconnaissent qu'il y a trois faiblesses dans leur remarquable réussite qui consiste à faire entre 8 et 10 % de croissance sur 20 ans, ce qui est quand même une



Pascal Lamy, ex-commissaire européen du commerce international, est pressenti à la direction générale de l'Organisation mondiale du commerce.

performance inégalée sur la planète.

Ces trois éléments de faiblesse sont d'abord la contrainte écologique et énergétique. Le Chinois moyen ne peut pas dépenser en énergie ce que l'Européen moyen ou le Canadien moyen dépense en énergie. La

deuxième contrainte, ce sont effectivement les déséquilibres régionaux, un sujet que la Chine a toujours eu à régler. Et le troisième élément, effectivement, c'est la qualité médiocre du système financier. Sa modernisation pour le mettre aux normes internationales prendra du temps. Il y a beaucoup de mauvaises créances dans le ventre des banques chinoises et c'est une des raisons pour lesquelles la convertibilité et la flottabilité du renminbi (monnaie chinoise) ne sont pas forcément évidentes.

Pour l'instant, la Chine a réussi à surmonter ces trois défis.

Q Va-t-il falloir attendre une hausse des salaires en Chine pour réduire son attrait ?

R Les salaires montent déjà en Chine. Le salaire minimum à Shenzhen a triplé en 10 ans et le salaire moyen a quadruplé. De plus, l'économie chinoise offre des économies d'échelle énormes dans tout ce qui est produit de série. Ce n'est pas une mauvaise nouvelle puisque cela correspond à un développement des salaires et des qualifications en Chine. Si tout se fait de manière ordonnée, les principes de l'économie de marché l'amèneront, à un moment donné, à traiter aussi la question de la valeur de sa monnaie.

Q L'OMC affirme qu'en 2020, les services représenteront 50 % du commerce mondial. Est-ce

un secteur avec lequel l'Inde et l'Asie pourraient également menacer les économies occidentales ?

R Il va se passer dans les services ce qui s'est passé petit à petit dans les marchandises. Même dans les pays en développement aujourd'hui, plus de 50 % du Produit national brut vient des services. Pour les marchandises, il y a des contraintes de localisation qui sont liées à la proximité des marchés. Pour les services, comme pour l'agriculture, il y a un attachement au sol. Mais il y a une partie du secteur des services qui, à la faveur des mouvements de la technologie, des transformations des transports et de l'Internet, va se localiser. Une partie des services va donc être soumise à la division internationale du travail.

Il n'y a pas lieu d'être inquiet car ce n'est pas un jeu à somme nulle : les services, ça se sophistique parce qu'on continue à créer de la valeur. Le tourisme, par exemple, est devenu un très gros gâteau qui entraîne des conséquences sur l'économie des transports, etc. Donc, il y aura plus de concurrence qu'il n'y en a eu dans ce secteur mais normalement on doit pouvoir ajuster ça en montant dans l'innovation et la valeur ajoutée.

Q Vous êtes décrit comme un homme soucieux de concilier commerce et développement. Y aura-t-il une place pour l'économie africaine ?

R L'Afrique est un gros défi car quand on regarde ce qui s'est passé dans les 20 dernières années, en ce qui a trait à l'intersection entre l'ouverture des échanges et le développement, l'Asie en a bénéficié, l'Amérique latine un peu mais l'Afrique sûrement pas. Alors pourquoi ? Il y a des raisons qui tiennent à la conduite des affaires africaines par les Africains. Les Africains eux-mêmes le reconnaissent. Et puis il y a une partie qui vient de la mé-

diocrité de la synergie entre ouverture des échanges et développement, du point de vue des politiques publiques des pays du Nord, que ce soit des politiques bilatérales ou des politiques multilatérales. Si les pays du Nord veulent aider les pays en voie de développement mais qu'ils maintiennent telle ou telle protection justement là où les pays en voie de développement ont des avantages comparatifs, cela s'appelle de la médiocrité du point de vue de la qualité des politiques. Si l'OMC, la Banque Mondiale et le FMI ne sont pas foutus de travailler ensemble, alors que théoriquement ils devraient le faire, c'est de la médiocrité de mise en oeuvre.

Q Il y a certaines inquiétudes exprimées selon lesquelles les deux grandes zones de libre-échange, l'Europe et l'ALENA pourraient avoir tendance à concentrer leurs efforts sur un commerce à l'intérieur de leur territoire. Est-ce un danger ?

R Non, si l'on regarde les chiffres, toutes les craintes académiques sur l'effet de diversion des échanges ne sont pas démontrées. L'Europe s'est toujours d'autant plus ouverte à l'extérieur qu'elle s'ouvrirait à l'intérieur. Quand on regarde les droits de douane européens, c'est 10 milliards d'euros, soit 1 % du commerce extérieur européen. Ce n'est pas beaucoup. Le problème de l'articulation entre le multilatéral et le bilatéral ou le régional en terme d'ouverture des échanges est, à mon avis, dans les priorités politiques. Si je plaide pour que le multilatéral continue à passer avant le bilatéral, c'est parce que je reste persuadé qu'il donne le meilleur rapport coût/efficacité.

Les négociations commerciales ont un coût en ressources et un coût politique. Mais ce point de vue n'est pas toujours partagé. Certains estiment que le multilatéral c'est trop long, trop compliqué, trop difficile, comme si le bilatéral était plus facile. Je n'en suis pas sûr.

DES TEXTILES *HIGH TEX*

Faire venir des travailleurs de l'étranger?



YVES GINGRAS

Aux prises avec un manque de main-d'oeuvre spécialisée, l'industrie du textile songe à importer des travailleurs.

« En Ontario, les entreprises recrutent en Asie alors qu'au Québec, pour des raisons linguistiques, on regarde du côté de la France et de l'Afrique du Nord », dit Richard Cormier, vice-président du Groupe CTT, du Centre des technologies textiles de Saint-Hyacinthe.

Victime de sa réputation peu enviable, l'industrie n'arrive pas à convaincre les jeunes d'étudier dans ce secteur. Et cela, même si

les finissants du département de matières textiles au Cégep de Saint-Hyacinthe se trouvent facilement du boulot et que leurs conditions de travail feraient pâlir d'envie plusieurs cégépiens, voire de nombreux étudiants.

« Un diplômé en textiles peut devenir directeur d'usine ou président d'entreprise. Il est peu probable, par exemple, qu'un diplômé en techniques infirmières devienne directeur d'hôpital », souligne M. Cormier. Il indique aussi que le salaire moyen dans l'industrie textile est deux fois supérieur à celui payé dans le secteur du vêtement.

Le professeur Pierre Comtois montre les médias du doigt. Il cite en exemple une équipe de caméramans de la télévision qui est venue tourner des images dans les laboratoires du Cégep... pour illustrer un reportage sur les fermetures d'usines de vêtements de

Huntingdon. Encore la confusion entre le textile et le vêtement.

On songe d'ailleurs à changer le nom du programme de technologie de matières textiles à pour le rebaptiser technologie des matières souples, afin de contourner cette réputation peu flatteuse.

Une réputation tellement mauvaise que parfois, des élèves subissent le sarcasme de leurs collègues et des membres de leurs familles. « À Noël, lors d'un party de famille, on m'a demandé pour quoi j'étudiais dans un programme *suicidaire* », raconte Géraldine Harvey.

« Disons que ça se prend mal entre la dinde et la tourtière », ironise la collégienne qui a interrompu ses études en design de mode pour se réorienter vers les techniques de matières textiles car les occasions d'emplois y sont plus nombreuses.

Si les efforts consentis à la re-

cherche et au développement constituent un bon indicateur, Géraldine ne devrait pas être déçue.

Les dépenses en recherche des entreprises québécoises du textile croissent depuis 1998 à raison de 7,5 % par an. Ce sont maintenant 78 % des dépenses de l'industrie canadienne du textile en recherche et développement qui sont réalisées au Québec.

Les entreprises québécoises investissent 1894 \$ par employé, soit 21 % de plus que leurs concurrentes des autres provinces.

Et ces recherches portent fruit. Le Québec ne cesse de faire des gains en matière de productivité. L'écart de productivité par rapport au reste du Canada était de 26,4 % en 1999 par rapport à 15,8 % en 1997.

La productivité des entreprises québécoises serait néanmoins toujours inférieure à celle de leurs concurrents américains.

Toujours un poids lourd

Le textile est toujours un secteur névralgique au Québec, qui compte 57 % des établissements canadiens du secteur, 61 % des emplois et 64 % des livraisons totales. Au Canada, la production totale du secteur textiles (vêtements exclus), s'est établie à 6,6 milliards de dollars en 2002. Elle pesait plus lourd que l'industrie du matériel informatique et ses périphériques (4,7 milliards), les brasseries (4,1 milliards) et la pétrochimie (3,8 milliards). Le textile contribue aussi grandement aux exportations. Plus de 50 % de la production canadienne de textiles prend le chemin de l'étranger, à peine 10 % en 1989. De fait, les exportations canadiennes ont triplé depuis 1999.

Stedfast conçoit le tissu barrière

Ce qui n'est que vulgaire bout de tissu pour le commun des mortels est beaucoup plus que cela pour Stedfast. L'entreprise de Granby est en effet un chef de file dans la production de tissus barrières, c'est-à-dire de tissus qui visent à protéger d'éléments dangereux tels le feu, l'eau, les balles, les agents biologiques, etc.

Pour le vice-président à la recherche au développement chez Stedfast, François Simard, il est hors de question de laisser ce marché aux Asiatiques. C'est en innovant, croit-il qu'il parviendra à faire échec aux coûts de production élevés qui pénalisent l'industrie canadienne. « Nous n'avons pas le choix d'innover. Si nous existons encore aujourd'hui, c'est grâce à l'innovation. »

Selon lui, c'est en s'orientant vers les produits à valeur ajoutée que l'industrie réussira à payer les salaires et les charges sociales élevées. Il fait d'ailleurs remarquer que la progression des exportations canadiennes au cours des dernières années repose en bonne partie sur cette spécialisation accrue. « Les volumes ne se sont pas accrus, ce sont plutôt la valeur des tissus exportés qui a augmenté », dit-il. Stedfast est un exemple d'entreprise qui a réussi à se convertir. Mais pour y arriver, la société doit investir constamment. C'est ainsi que 11 de ses 90 employés font partie de l'équipe technique. « C'est environ 5 % de notre chiffre d'affaires que l'on investit en recherche et développement », souligne M. Simard. Les ventes de Stedfast s'élèvent à tout près de 30 millions de dollars par année.

Pourtant, l'entreprise se retrouve dans un secteur du textile peu connu du public, soit les textiles techniques ou à haute valeur ajoutée.

Par exemple, Stedfast a obtenu du ministère britannique de la Défense la licence exclusive de commercialiser les tissus enduits du PepGel. Ce gel,

une fois intégré à certains produits de Stedfast déjà résistants aux agents biologiques, permettra de se prémunir en plus contre les agents chimiques. Les militaires sont ainsi protégés contre les effets du gaz moutarde, du gaz sarin et de multiples autres agents bactériologique et viraux.

Dans le contexte mondial actuel, marqué par la résurgence du terrorisme, ce marché semble des plus porteurs. Stedfast se démarque également en matière de tissus de camouflage. De nos jours, il ne suffit plus de dissimuler les troupes du regard des soldats adverses mais également de celui des appareils de détection à infrarouge (en forêt) ou à ultraviolet (en région arctique). « Par exemple, les soldats dans l'Arctique apparaissent sous forme de point noir sur les appareils de détection et nous élaborons actuellement des tissus qui permettront d'éviter ce phénomène », explique M. Simard. Le Canada serait d'ailleurs un leader dans ce domaine.

Le vice-président estime que le marché actuellement limité à des utilisateurs très spécialisés, comme la police et l'armée pourrait devenir un marché de masse. « Nous concevons actuellement des tissus qui seront biocides. C'est-à-dire qu'ils ne feront pas seulement bloquer les microbes mais les détruiront complètement », commente M. Simard.

« On peut imaginer de nombreuses utilisations dans les hôpitaux par exemple. Les infirmières ont beau se laver les mains souvent mais elles portent le même uniforme durant toute la journée. Même chose pour les rideaux de séparation entre les lits qui ne sont pas changés tous les jours, observe M. Simard. On peut même penser que les visiteurs voudront peut-être porter des vêtements biocides lorsqu'ils iront visiter les patients. »



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE

Rob Kellock, président de Steadfast. L'entreprise de Granby est un chef de file dans la production de tissus barrières, c'est-à-dire de tissus qui visent à protéger d'éléments dangereux tels le feu, l'eau, les balles, les agents biologiques, etc.

Au diable la guenille!

TEXTILE

suite de la page 1

Si la confection de vêtements s'éteint, à cause des importations massives de l'étranger, la conception et la fabrication de nouveaux textiles sont appelées à croître.

« Le vêtement ne constitue plus que 24 % des débouchés de l'industrie textile », précise Richard Cormier, vice-président aux services de développements commerciaux du Groupe CTT (un organisme lié au Centre des technologies textiles de Saint-Hyacinthe).

Les débouchés porteurs de croissance se situent essentiellement dans les textiles techniques et à haute valeur ajoutée. Ils sont utilisés principalement dans les domaines du transport, de la filtration, de la protection, ainsi que dans les secteurs industriels, médicaux et de la construction. Bref, ces nouveaux tissus servent autant au médecin qui sauve des vies qu'aux pompiers et aux mécaniciens de Formule 1...

« Un grand nombre de fabricants de textiles ont agi de manière à prévenir le coup dur que leur serviront les textiles bas de gamme des pays émergents. Ces entreprises ont eu la sagesse de rediriger leurs activités vers les textiles à haute valeur ajoutée », commente Daniel Bertrand, rédacteur adjoint de la *Revue du textile*.

À ses yeux, il ne saurait être question d'escamoter les difficultés qu'a traversées l'industrie textile, mais le pire est passé. « Le cimetière textile se remplit de façon constante depuis le tournant du millénaire, dit M. Bertrand, mais 2005 devrait marquer le début de la fin du massacre. »

Contrairement aux préjugés fortement enracinés, l'industrie textile compte parmi les cinq principales industries à intégrer le plus rapidement et efficacement les technologies, indique une enquête de Statistique Canada menée à la fin des années 90.

L'innovation donne des résultats comme on en voit à la société Bermatex, de Montmagny. La société met notamment au point des fils spécialisés en fibres synthétiques ainsi que des produits possédant des propriétés médicinales. Par exemple, certains fils sont antimicrobiens tandis que d'autres peuvent être antistatiques, une propriété particulièrement recherchée par les gens qui travaillent avec de l'essence ou des explosifs.

Consoltext, qui possède des installations à Saint-Laurent et Cowansville, tire également son épingle du jeu grâce à l'innovation. La société se démarque par sa gamme de tissus conçus pour résister aux grands froids. Elle fabrique des produits de protection destinés aux pompiers, entre autres. Pour

eux, Consoltext cherche non seulement à mettre au point de meilleurs vêtements ignifuges, mais également des habits offrant une protection contre les bactéries et les virus. Ils seraient fort utiles à l'occasion d'interventions liées à une menace bactériologique ou, par exemple, en cas de déversement de produits toxiques.

Les vêtements permettraient de tuer les bactéries au contact ou, encore, ils seraient conçus de tissus tissés tellement serré que les interstices seraient plus petits que les micro-organismes. Le tout en assu-

comme un diable dans l'eau bénite depuis plusieurs mois pour contre-carrer cette réputation négative qui colle au programme. Il a visité plusieurs institutions scolaires afin d'y rencontrer les conseillers en orientation et les élèves. Partout, il demande aux gens ce qui leur vient à l'esprit lorsqu'on leur parle de la technique des matières textiles.

Les réponses qui surgissent spontanément? Chômage, fermetures d'usine, concurrence asiatique, Huntingdon, etc.

Au Groupe CTT (Centre des technologies textiles et géosynthéti-

tiendront des particules qui emmagasineront l'énergie. Lorsque la température augmente, les microparticules, en passant de l'état solide à liquide, accaparent l'énergie excédentaire et vous rafraîchissent. Lorsque la température baisse, les particules liquides se solidifient et dégagent du coup de l'énergie, ce qui vous réchauffe », explique l'ingénieur Martin Filteau, vice-président du Groupe CTT et directeur du centre de recherche.

Pour l'instant, ce matériel n'est pas encore ignifuge mais le Groupe CTT compte résoudre ce problème. M. Filteau parle de débouchés intéressants dans des secteurs comme l'industrie du surgelé et celle des alumineries, où les travailleurs doivent prendre de nombreuses pauses à cause des températures extrêmes que l'on observe les entrepôts frigorifiés ou près des fours.

Le Groupe est également fier de ses travaux dans le domaine du plasma, tant sous vide qu'atmosphérique. « Le plasma est le quatrième état de la matière (les trois autres étant les états solide, liquide et gazeux). Il permet, à très haute température, de modifier la structure moléculaire du tissu. On peut alors greffer des matières à la surface pour en modifier les caractéristiques », explique M. Filteau. Il serait ainsi possible d'élaborer des tissus antimicrobiens ou imperméables aux ultraviolets (UV).

Décidément, nous sommes bien loin des *sweat shops*!

Ces nouveaux tissus servent autant au médecin qui sauve des vies qu'aux pompiers et aux mécaniciens de Formule 1...

rant une plus grande flexibilité et un meilleur confort aux pompiers.

Malgré ce côté high-tech, l'industrie souffre toujours de son image poussiéreuse. Si bien qu'au département des technologies des matières textiles du cégep de Saint-Hyacinthe, on ne sait plus où donner de la tête.

Malgré un taux de placement de 100 % et un salaire de base variant de 28 000 \$ à 35 000 \$ par année, les salles de classe sont quasi désertes. Durant la visite de *La Presse*, le professeur Pierre Comtois avait la mine basse : il venait de prendre connaissance des demandes d'admission pour l'automne prochain. En fait, il n'y en avait qu'une.

Pourtant, M. Comtois se débat

présentement, on y fait des recherches sur les matériaux à changement de phase. « Ces fibres con-

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

Une poursuite fait chuter le titre



RÉJEAN BOURDEAU
FIN DE SÉANCE

Une mauvaise surprise attendait les actionnaires d'Emergis, hier, à l'occasion de la publication des résultats financiers du premier trimestre.

L'entreprise de commerce électronique a informé ses actionnaires qu'elle était l'objet d'une poursuite de plus de 64 millions de dollars américains.

Le marché a vivement réagi à cette nouvelle en faisant chuter l'action de 9,8 %, ou 31 cents, pour clôturer à 2,82 \$. En cours de séance, elle a même touché les 2,52 \$, en recul de 19 %.

Plus d'un million d'actions ont changé de main, soit 11 fois plus que la moyenne des 10 derniers jours.

« Cette poursuite amène de l'incertitude dans une compagnie qui va déjà mal », constate le gestionnaire Alain Chung, de Claret.

Hier, Emergis a annoncé que l'acheteur américain de son ancienne filiale, active dans le secteur de la santé aux États-Unis, avait déposé une poursuite devant la cour fédérale de New York.

MultiPlan demande une indemnité financière pour les dommages qu'elle aurait subis lors de cette transaction l'an dernier.

Le montant demandé équivaut à 30 % du prix de 213 millions US payés par MultiPlan pour la filiale.

Pour sa part, Emergis « estime que les allégations ne sont pas fondées et a l'intention de prendre toutes les mesures appropriées pour faire valoir son point de vue de vue énergiquement ».

Cette poursuite équivaut, grosso modo, à la moitié des liquidités de 155 millions d'Emergis, remarque M. Chung.

Le gestionnaire Kona Shio, de Conscius Capital, évalue le montant de la poursuite à 74 cents par action.

« Je pense que c'est une réaction exagérée du marché, dit-il. Il serait étonnant qu'Emergis doive payer ce montant. »

Cela dit, M. Shio souligne que les résultats du premier trimestre « ne sont pas si mauvais » car ils correspondent aux attentes des analystes en terme de revenus (39,3 millions par rapport à un consensus de 38,9) et de profits d'exploitation (5,8 millions comparativement à 5,1).

Par contre, les pertes par action sont passées carrément à côté (-6 cents comparé à -1 cent) en raison des charges non récurrentes liés à la restructuration.

De son côté, Alain Chung est plutôt déçu par les chiffres du trimestre.

Le gestionnaire constate que les revenus de la division finance fondent comme neige au soleil. Cette entité offre des services pour payer électroniquement des factures pour les clients des banques, etc.

Pour les mois de janvier à mars, elle a affiché des revenus de 17,9 millions par rapport à 26,4 millions pendant la même période l'an dernier.

« Avec une marge d'exploitation de seulement 7,8 %, ses profits sont nuls, dit-il. Cette division doit être vendue au plus vite. »

Par contre, M. Chung se dit satisfait de l'évolution de la division santé (demandes électroniques de remboursement aux compagnies d'assurances, banque de données pour les hôpitaux, etc.)

Au premier trimestre, cette division a affiché une croissance des ventes de 49 %, à 21,2 millions. Sa marge d'exploitation est de 20,6 %.

Les derniers chiffres montrent également que des radiations ont fait baisser la valeur comptable de 4,25 \$ à 2,12 \$ et les actifs de 633 millions à 319 millions.

M. Chung souhaite que la direction d'Emergis présente une stratégie d'affaires claire et nette. « Ensuite, elle pourra l'exécuter, dit-il. Quand tout est flou, c'est difficile

L'ENTREPRISE EN CHIFFRES

EMERGIS

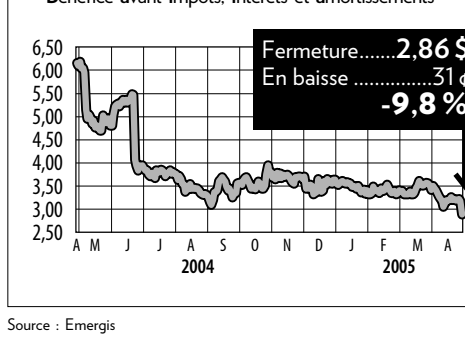
Symbole : **EME**
Année financière : 31 décembre

RÉSULTATS FINANCIERS

En millions de dollars canadiens

	T1 2005	T4 2004	T1 2004
REVENUS			
Santé	21,4	20	14,4
Finance	17,9	25,6	26,4
Total des produits de base	39,3	45,6	40,8
Produits secondaires	—	—	21,3
Total des produits	39,3	45,6	62,1
PROFIT D'EXPLOITATION			
Santé	4,4	2,7	1,6
Finance	1,4	3,2	-5,8
Produits secondaires	—	—	4,4
Frais de restructuration	—	-21,4	6,3
Total BAIIA*	5,8	-15,5	6,5

* Bénéfice avant impôts, intérêts et amortissements



Source : Emergis



ALAIN CHUNG
Associé et vice-président à la direction chez Gestion de placements Claret

PLUS : la division spécialisée en santé va bien

MOINS : la stratégie de l'entreprise n'est pas claire

d'attirer des investisseurs. »

Selon lui, il faut miser sur la division santé et vendre la division finance.

Puisqu'elle affiche de mauvais résultats et qu'elle n'a pas de masse critique, le gestionnaire pense que la division finance pourrait être vendue à hauteur de la valeur des ventes, soit 70 millions.

Durant la conférence téléphonique d'hier, la compagnie aurait laissé

entendre qu'elle voulait rationaliser sa division finance.

« Le ménage a déjà été fait, constate Kona Shio. On peut donc s'attendre à une monétisation de cette division. »

À son avis, Emergis pourrait donc vendre des entreprises appartenant à la division finance d'ici les trois à six prochains mois. « Si c'est le cas, le cours de l'action en profitera », dit le gestionnaire.

LES DIVIDENDES

	Taux	Païement	Enreg.
Abitibi Conso. Inc.	0,25 trim. C.	01-06-05	-0-5-05
Mandate Nat. Mortgage Corp.	0,19 trim. C.	13-05-05	31-03-05
McGraw-Hill Ryerson	0,195 trim. C.	02-06-05	12-05-05
Nexen Inc.	0,10 trim. C.	01-07-05	10-06-05
Russel Metals Inc.	0,20 trim. C.	15-06-07	10-05-05
Sherritt Inter. Corp.	0,025 trim. C.	24-05-05	10-05-05
Shell Canada	0,25 trim. C.	15-06-05	16-05-05
Suncor Energy Inc.	0,06 trim. C.	24-06-05	03-06-05
Sun Life Ass.Co. of Cda	0,24 trim. C.	30-06-05	25-05-05
Teck Cominco Ltd	0,40 trim. C.	30-06-05	15-06-05
Trans-Canada Corp.	0,305 trim. C.	29-07-05	30-06-05

LES BOURSES DANS LE MONDE

	FERMETURE		VARIATION NET		EN %
AMÉRIQUE DU NORD/SUD					
S&P 500 (New York)	1156,85	13,63	1,19		
Mexico Bolsa	12322,99	67,08	0,55		
Brazil Bovespa Stock	24843,70	403,99	1,65		
EUROPE/AFRIQUE					
DJ Euro Stoxx 50 P	2817,41	4,60	0,16		
FTSE 100 (Angleterre)	4801,70	11,50	0,24		
CAC 40 (France)	3911,71	0,26	0,01		
DAX (Allemagne)	4184,84	6,74	0,16		
ASIE/PACIFIQUE					
IBEX 35 (Espagne)	9001,60	16,20	0,18		
Milan MIB30 (Italie)	30989,00	81,00	0,26		
Amsterdam Exchanges	348,20	1,25	0,36		
OMX (Stockholm)	749,54	1,30	0,17		
Swiss Market (Suisse)	5870,79	20,66	0,35		
NIKKEI 225 (Japon)					
	11008,90	3,48	0,03		
Hang Seng (Hong Kong)					
	13908,97	-0,45	0,00		
S&P/ASX 200 (Australie)					
	3983,20	-28,40	-0,71		

LES MÉTAUX

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN DOLLARS US PAR TONNE MÉTRIQUE

		FERMETURE	
CUIVRE (catégorie-A-)			
comptant		3336—3337	
3 mois		3185—3187	
15 mois		2830—2840	
PLOMB			
comptant		992,5—993	
3 mois		936—937	
15 mois		870—875	
ALUMINIUM			
comptant		1808,5—1809	
3 mois		1809—1809,5	
15 mois		1760—1765	
NICKEL (dollars)			
comptant		16140—16150	
3 mois		15650—15655	
15 mois		14150—14250	
ÉTAIN			
comptant		8000—8025	
3 mois		7950—7975	
15 mois		7800—7850	
ZINC (qualité supérieure)			
comptant		1270—1270,5	
3 mois		1287—1287,5	
15 mois		1298—1303	

LES OBLIGATIONS

GOUVERNEMENT DU CANADA

Émetteur	Coupon	Échéance	Prix	Rend.	Var.
Canada	6,00	1 Sept. 05	101,12	2,47	-0,01
Canada	8,75	1 Déc. 05	103,52	2,58	-0,03
Canada	7,00	1 Déc. 08	106,22	2,83	-0,09
Canada	7,25	1 Juin 07	108,36	3,06	-0,12
Canada	6,00	1 Juin 08	107,84	3,29	-0,19
Canada	9,50	1 Juin 09	107,54	3,49	-0,23
Canada	5,50	1 Juin 10	126,81	3,66	-0,31
Canada	9,00	1 Mars 11	127,07	3,77	-0,35
Canada	6,00	1 Juin 11	111,54	3,85	-0,32
Canada	10,25	15 Mars 14	145,60	4,06	-0,45
Canada	9,75	1 Juin 21	161,47	4,38	-0,47
Canada	8,00	1 Juin 23	142,62	4,52	-0,46
Canada	8,00	1 Juin 27	146,77	4,60	-0,46
Canada	5,75	1 Juin 29	116,55	4,60	-0,39
Real Ret.	4,25	1 Déc. 21	135,44	1,77	-0,08
Real Ret.	4,25	1 Déc. 26	142,59	1,84	-0,10
PROVINCIAL					
B C M Fin	5,50	24 Mars 08	106,02	3,29	-0,16
Hydro Qué.	8,50	15 Août 05	101,71	2,38	-0,02
Hydro Qué.	11,00	15 Août 20	165,18	4,89	-0,30
Manitoba	7,75	22 Déc. 25	136,10	4,93	-0,34
N Brunswic	5,70	2 Juin 08	106,73	3,37	-0,19
N Brunswic	6,00	27 Déc. 17	113,14	4,61	-0,43
Nwfindind	6,15	17 Avril 28	113,63	5,13	-0,31
Nva Scotia	6,60	1 Juin 27	120,34	5,05	-0,32
Ontario	6,13	12 Sept. 07	106,54	3,21	-0,12

LE PÉTROLE

NEW YORK (AP) Prix par baril en \$ US

	Vendredi	Jeu
Dubai	45,83	45,39
North Sea Brent	50,77	50,27
West Texas Intermediate	49,73	51,78

Assurances, Ontario									
Logibec Gr. Informatique (LGI / TSX)	31 mars - 2 ^e trim.	8 165	7 854	4	1 329	851	56	0,18	0,13
Ord./Électron./Logiciels, Québec	6 mois	15 132	14 503	4	2 336	1 555	50	0,34	0,23
Louvem Mines (LOV / TSX CROIS.)	31 mars - 1 ^{er} trim.	3 208	1 905	68	201	77	161	0,01	0,00
Mines/Métaux, Québec									
Marsulex Inc. (MLX / TSX)	31 mars - 1 ^{er} trim.	34 820	32 347	8	1 084	32	3288	0,03	0,00
Mines/Métaux, Ontario									
Northbridge Fin. C. (NB / TSX)	31 mars - 1 ^{er} trim.	346 400	311 800	11	56 800	32 200	76	1,12	0,63
Banques/Services fin., Ontario									
Northgate Min. C. (NGX / TSX)	31 mars - 1 ^{er} trim.	31 719	36 484	-13	(10 393)	39	—	(0,05)	0,00
Mines/Métaux, C.-B.									
OmniTech Cons. (GCO / TSX CROIS.)	28 fév. - 3 ^e trim.	2 904	640	354	163	8	1938	n.d.	n.d.
Ord./Électron./Logiciels, Québec	9 mois	6 800	1 715	297	420	147	186	0,01	n.d.
Pan Am.Silver (PAA / TSX)	31 mars - 1 ^{er} trim.	27 081	15 151	79	(2 894)	(2 486)	—	(0,04)	(0,05)
Mines/Métaux, C.-B.									
Sleep Coun.Cda. F. (ZUN / TSX)	31 mars - 1 ^{er} trim.	45 563	42 359	8	3 541	3 323	7	0,25	0,24
Ménages/Consomm./Cosmét., Ontario									
Systech Retail Sys. (SYS / TSX)	31 jan. - 12 mois	20 200	21 200	-5	(9 700)	(5 600)	—	0,00	n.d.
Ord./Électron./Logiciels, Ontario									
TransCanada Corp. (TRP / TSX)	31 mars - 1 ^{er} trim.	1 305 000	1 266 000	3	232 000	214 000	8	0,48	0,44
Pétrole/Énergie, Alberta									
TransCda Power, L.P. (TPL / UN / TSX)	31 mars - 1 ^{er} trim.	73 400	49 900	47	21 800	20 100	8	0,46	0,51
Services publics, Alberta									
West 49 Inc. (WXX / TSX)	29 jan. - 11 mois	21 807	5 436040	1 717	282	509	0,12	0,04	
Détail, Ontario									
Xantrex Techno. (XTX / TSX)	31 mars - 1 ^{er} trim.	34 036	36 023	-6	1 481	2 758	-46	0,05	0,10
Ord./Électron./Logiciels, C.-B.									

Source: CNW Group

Inscrivez-vous au site www.lapresseaffaires.com et découvrez une foule d'informations sur les entreprises inscrites en bourse.

REVUE BOURSIÈRE

Recul bénéfique

PRESSE CANADIENNE

TORONTO — Les indices nord-américains sont repartis vers le haut, hier, quand le cours du pétrole a reculé de plus de 2 \$, passant sous les 50 \$ US pour la première fois depuis la mi-février. « Le pétrole est un des facteurs de risque de la situation économique et cette baisse va aider les marchés », a estimé Richard Rippe, économiste au groupe new-yorkais Prudential.

« Un recul est bénéfique, tant au regard de l'inflation que de l'aperçu pour la demande et la croissance. Mais les prix de l'or noir sont encore élevés, ne nous méprenons pas », ajoute-t-il. Au Mercantile Exchange, le brut léger a régressé de 2,05 \$ à 49,72 \$ US le baril.

Le dollar canadien a diminué pour la cinquième fois en autant de séances, de 0,43 cent à 79,46 cents US. Le huard aura ainsi largué 1,52 cent US au total de la semaine ; hier, il n'a pu profiter d'un gain de 3,6 % du PIB de février, en rythme annuel.

À la Bourse de Toronto, l'indice S&P/TSX a gagné 94,20 points à 9369,30 dans un volume de 205,1 millions d'actions échangées.

À Wall Street, le Dow Jones des 30 industrielles a bondi de 122,

INVESTIR

LA PRESSE AFFAIRES

En tout temps, consultez les cotes boursières en direct sur lapresseaffaires.com

LPA 50

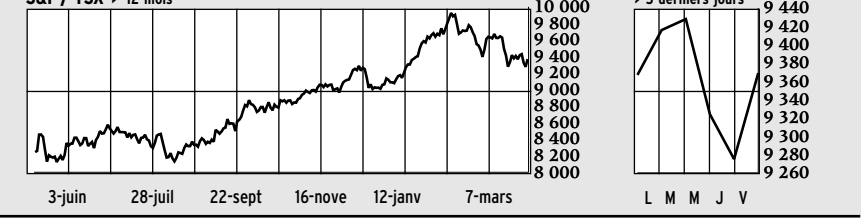
La Presse Affaires présente une sélection de 50 titres qui suscitent un grand intérêt chez les lecteurs

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT		VARIATION CETTE ANNEE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
			NET	%			HAUT	BAS
▲ Abitibi-Consolidated (A)	✓	5,43	0,22	4,22	-34,26	2 390	10,33	5,02
ACE Aviation (ACE.RV)		34,60	-0,15	-0,43	-2,67	3 463	38,78	21,00
Addenda Capital (ADV)		26,80	-0,16	-0,59	8,72	315	29,40	17,00
▲ Aeterna (AEZ)		6,09	0,08	1,33	-18,80	281	11,50	5,22
▲ Alcan (AL)	✓	40,80	0,49	1,22	-22,30	15 098	56,08	39,70
Alimentation Couche-Tard (ATD.SV.B)	✓	16,80	-0,10	-0,59	-5,35	3 656	20,23	11,25
Astral Media (ACM.NV.A)		32,00	0,00	0,00	-1,78	1 794	35,09	26,80
Axcan Pharma (AXP)		18,26	0,11	0,61	-21,56	833	28,95	18,00
Banque de Montréal (BMO)	✓	56,65	0,37	0,66	-1,92	28 403	59,63	49,50
▲ Banque Laurentienne du Canada (LB)	✓	26,52	0,40	1,53	10,18	624	28,48	22,51
Banque Nationale du Canada (NA)	✓	52,41	0,27	0,52	5,75	8 844	55,69	42,21
Banque Royale du Canada (RY)	✓	74,95	0,70	0,94	16,65	48 367	75,25	58,04
BCE (BCE)	✓	30,20	0,15	0,50	4,43	27 968	30,46	25,64
▲ Bombardier (BBD.SV.B)	✓	2,59	0,10	4,02	8,82	4 578	6,24	1,87
▲ Cambior (CBI)	✓	2,43	0,09	3,85	-24,30	666	4,17	2,15
▲ Cascades (CAS)	✓	12,85	0,13	1,02	-4,10	1 046	14,80	12,25
▲ CN (CNR)	✓	72,25	1,41	1,99	-1,12	20 295	78,50	50,68
Cogeco (CGO.SV)		24,51	0,01	0,04	9,37	403	25,50	16,75
▼ Conjuchem (CJC)		2,74	-0,05	-1,79	-34,76	130	14,00	2,30
▲ Corporation Financière Power (PWF)	✓	33,05	0,53	1,63	3,31	23 294	35,02	26,22
▲ Domtar (DTC)	✓	10,48	0,25	2,44	-27,72	2 412	17,95	9,90
▼ Emergis (EME)		2,86	-0,31	-9,78	-21,43	296	6,19	2,52
Garda (GVI)		8,55	0,05	0,59	2,27	208	9,06	2,63
▲ Groupe CGI (GIB.SV.A)	✓	7,09	0,09	1,29	-11,38	3 130	9,08	6,59
Groupe SNC-Lavalin (SNC)	✓	73,00	0,55	0,76	25,86	3 683	76,50	45,02

▲▼ Indique un titre qui a gagné ou perdu 1% et plus de sa valeur par rapport à la fermeture de la séance précédente. / Caractère gras Indique une société dont l'action a atteint un haut ou un bas de 52 semaines en cours de séance. / IQ 30 Le crochet (✓) dans cette colonne identifie les titres qui font partie de l'indice Québec 30. La valeur de l'indice est présentée chaque jour à la UNE de La Presse Affaires. / M\$ Millions de dollars US / La liste des titres est sujette à une révision périodique.

	IQ 30	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT		VARIATION CETTE ANNEE (%)	VAL. BOUR. (M \$)	52 SEMAINES	
			NET	%			HAUT	BAS
Groupe TVA (TVA.NV.B)	✓	21,43	-0,11	-0,51	5,36	655	23,49	17,90
Labopharm (DDS)		3,28	-0,02	-0,61	-19,01	140	5,60	2,28
Le Groupe Jean Coutu (PJC) (PJC.SV.A)	✓	18,40	0,14	0,77	7,60	4 826	21,39	14,66
Les Industries Dorel (DII.SV)	✓	38,25	0,00	0,00	-7,45	1 255	46,79	32,25
Les Vêtements de Sports Gildan (GIL)	✓	53,43	0,33	0,62	30,96	1 596	57,52	33,85
L'Industrielle-Alliance (IAG)	✓	57,00	0,52	0,92	3,66	2 267	59,50	42,01
Mega Bloks (MB)		17,95	-0,12	-0,66	-5,77	490	22,10	17,30
▲ Metro (MRU.SV.A)	✓	29,00	0,55	1,93	20,23	2 791	29,00	17,22
▼ Molson Coors (TAP.NV)	✓	77,86	-1,38	-1,74	-12,74	6 692	98,28	76,00
▲ Neurochem (NRM)	✓	9,10	0,23	2,59	-57,14	313	36,49	8,50
▲ Nortel (NT)		3,20	0,05	1,59	-23,08	13 658	6,88	3,05
Novelis Inc. (NVL)		26,71	-0,17	-0,63	-7,90	1 976	34,00	25,00
▲ Power Corp. du Canada (POW.SV)	✓	31,92	1,32	4,31	2,97	12 696	32,75	25,50
Quebecor (QBR.SV.B)	✓	31,56	-0,11	-0,35	21,90	2 041	32,90	22,40
▲ Quebecor World (IQW.SV)	✓	27,85	0,31	1,13	7,95	3 695	31,05	23,29
Reitmans (RET.NV.A)		14,00	-0,07	-0,50	-2,10	1 004	15,25	6,06
Rona (ROM)		24,17	0,12	0,50	18,48	2 756	26,03	12,75
Saputo (SAP)	✓	35,20	0,10	0,29	-2,95	3 678	38,34	30,58
▲ Shermag (SMG)		6,14	0,14	2,33	-25,58	82	13,40	5,96
▲ Téléystème Mobiles Int. (TIW)	✓	19,37	0,20	1,04	44,02	4 168	21,50	10,82
▲ Tembec Inc. (TBC)		3,45	0,25	7,81	-52,15	295	11,10	2,94
Transat AT (TRZ.B)		23,44	0,14	0,60	-2,74	822	28,70	14,51
▲ Transcontinental (TCL.SV.A)	✓	26,70	0,55	2,10	14,54	2 373	27,49	20,25
Uni-Select (UNS)		27,77	-0,23	-0,82	-2,22	541	29,95	22,05
▼ Van Houtte (VH.SV)		21,40	-0,29	-1,34	4,14	462	23,48	14,00

BOURSE DE TORONTO



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	9 345,68	9 369,30	9 275,10	9 369,30	1,02%	13,82%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	1 601	GAINS	761	PERTES	621	INCHANGÉES	219
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	9 968,41	8 098,06	202	221			

SOUS-INDICES

	FERMETURE	VARIATION	FERMETURE	VARIATION
Services financiers	159,58	1,62	94,06	0,93
Matériaux de base	153,54	2,76	77,99	0,98
Énergie	222,96	0,47	203,35	1,71
Produits industriels	79,51	1,45	163,54	1,43
Tech. de l'information	27,03	0,22	48,12	0,51

AUTRES INDICES CANADIENS

	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)	FERMETURE	VAR.	VAR. (%)
S&P / TSX 60	522,02	5,53	1,07	659,60	6,39	0,98
S&P / TSX Petites cap.	603,86	3,72	0,62	1 342,85	14,27	1,06

LES 10 PLUS ACTIFS

	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	PLACER DOME INC	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
NORTEL NETWORKS	12161440	3,20	0,05	3231929	16,80	0,18	
ABITIBI-	4651868	5,43	0,22	2181724	23,60	0,44	
BEMA GOLD CORP	4138273	2,57	0,02	1900	0,45	0,00	
GOLDCORP INC	3841063	16,31	0,21	KINROSS GOLD CORP	6,80	0,25	
BOMBARDIER INC 'B'	3482183	2,59	0,10	INCO LTD	1962758	45,03	0,57

TITRES GAGNANTS EN %

	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	GSW INC-CL B SUB	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
GSW INC-CL B SUB	6325	52,00	14,29	GSW INC-CL B SUB	6325	52,00	6,50
ENERGEM	348400	3,50	13,27	WEYERHAEUSER CO	3503	86,45	4,56
LINDSEY MORDEN	1101	4,80	12,68	CANADIAN TIRE CORP	1395	99,45	3,20
MINACS WORLDWIDE	31290	2,90	11,54	POTASH CORP OF WESTON (GEORGE)	167694	105,94	2,30
GENDIS INC	5300	2,40	9,09	WESTON (GEORGE)	77956	114,99	2,24

TITRES GAGNANTS EN \$

	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	GSW INC-CL B SUB	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
GSW INC-CL B SUB	6325	52,00	14,29	GSW INC-CL B SUB	6325	52,00	6,50
ENERGEM	348400	3,50	13,27	WEYERHAEUSER CO	3503	86,45	4,56
LINDSEY MORDEN	1101	4,80	12,68	CANADIAN TIRE CORP	1395	99,45	3,20
MINACS WORLDWIDE	31290	2,90	11,54	POTASH CORP OF WESTON (GEORGE)	167694	105,94	2,30
GENDIS INC	5300	2,40	9,09	WESTON (GEORGE)	77956	114,99	2,24

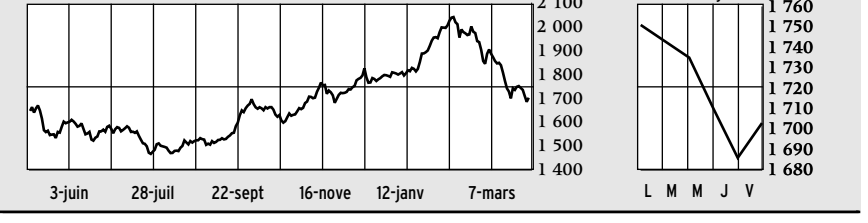
TITRES PERDANTS EN %

	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)	724 SOLUTIONS INC	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (%)
724 SOLUTIONS INC	239438	9,92	-18,42	724 SOLUTIONS INC	239438	9,92	-2,24
GARDA WORLD	6400	8,55	0,59	MOLSON COORS	1020	77,00	-4,00
MOUNT REAL	7850	3,90	-10,35	MCGRAW-HILL	4004	36,00	-3,50
EMERGIS INC	1065287	2,86	-9,78	CANADA BREAD CO	24372	46,95	-2,25
LIQUIDATION WORLD	7700	4,50	-9,09	724 SOLUTIONS INC	239438	9,92	-2,24

TITRES PERDANTS EN \$

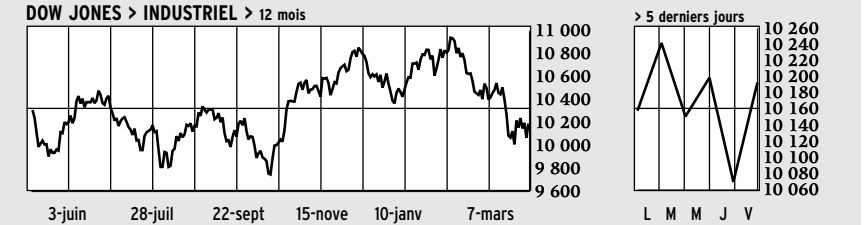
	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)	MOLSON COORS	VOLUME	CLÔT. (\$)	VAR. (\$)
MOLSON COORS <td>1020</td> <td>77,00</td> <td>-4,00</td> <td>MOLSON COORS <td>1020</td> <td>77,00</td> <td>-1,80</td> </td>	1020	77,00	-4,00	MOLSON COORS <td>1020</td> <td>77,00</td> <td>-1,80</td>	1020	77,00	-1,80
MCGRAW-HILL	4004	36,00	-3,50				
CANADA BREAD CO	24372	46,95	-2,25				
724 SOLUTIONS INC	239438	9,92	-2,24				
MOLSON COORS	62148	77,40	-1,80				

BOURSE DE CROISSANCE TSX



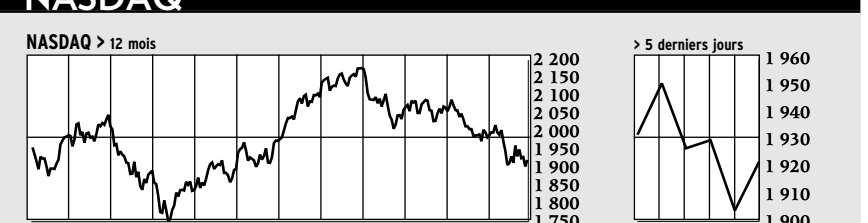
HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	1 685,51	1 702,62	1 681,95	1 702,62	1,02%	3,36%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	1 108	GAINS	456	PERTES	378	INCHANGÉES	274
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 050,05	1 449,54	56	61			

NEW YORK



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	10 073,47	10 196,36	10 048,12	10 192,51	1,21%	-0,78%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	#REF!	GAINS	2 220	PERTES	1 087	INCHANGÉES	#REF!
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	10 984,46	9 708,40	2 361	2 167			

NASDAQ



HIER	OUVERTURE	HAUT	BAS	FERMETURE	VAR. 1 J	VAR. 1 AN	
	1 917,64	1 921,77	1 889,83	1 921,65	0,92%	-1,90%	
ACTIONS NÉGOCIÉES	3 300	GAINS	1 819	PERTES	1 243	INCHANGÉES	238
52 semaines	HAUT	BAS	Volume (millions)	HIER	JOUR PRÉCÉDENT		
	2 191,60	1 750,82	2 111	1 941			

TSX CROISSANCE LES QUÉBÉCOISES

	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNEE (%)	FERMETURE (\$)	CHANGEMENT NET	%	VOLUME	VAR. CETTE ANNEE (%)	
Abcoust Mines Inc -CI B (ABI)	0,23	-0,02	-8,00	14 000	-23,33	Junex Inc (JNX)	1,00	0,00	0,00	15 000	-8,26
Abitex Resources Inc (ABE)	0,45	0,00	0,00	0	1,12	Kwg Resources Inc (KWG)	0,12	0,00	0,00	15 262	-31,43
Afcan Mining											

LE JOURNAL MONTREAL SAMEDI 30 AVRIL 2005 LA PRESSE AFFAIRES

Main financial table with columns for Volume, ch. 52sem., and various stock symbols like Cdn Nat Res, Cdn Wks, etc.

Table titled 'LE MARCHÉ OBLIGATAIRE' showing interest rates for various terms like 30 ans, 5 ans, 10 ans, etc.

Text at the bottom of the page, possibly a footer or additional market information.

LA PRESSE AFFAIRES

Dieu est partout... même à la Bourse

STÉPHANIE GRAMMOND

C'est bien connu, Dieu est partout... Même à la Bourse ? Pour certains investisseurs, la finance est une religion et le marché boursier est un dieu !

« Le Marché a tous les attributs d'un dieu : il est partout. Il explique tout. Personne ne comprend vraiment ce qu'il dit. Tout le monde tente d'interpréter ses volontés pour obtenir ses faveurs », expose, sourire en coin, Jean-Jacques Pelletier.

Quitte à rôler en enfer comme un vil hérétique, l'ancien professeur de philosophie au cégep Lévis-Lauzon a poussé plus loin sa parabole humoristique, devant un groupe amu-

sé d'acteurs et de gestionnaires, à l'occasion d'un lunch de l'Institut canadien de la retraite et des avantages sociaux (ICRA).

Ainsi, le dieu Marché est bilingue. Il s'exprime par le langage des chiffres. Mais il parle aussi anglais, dit M. Pelletier. Reste que le message de Dieu n'est pas simple à décoder, puisqu'il parle partout et en même temps, sous forme de rumeurs, de transactions, de fluctuations...

« Heureusement, des exégètes (les journalistes) consacrent leur vie à regrouper ses paroles », poursuit M. Pelletier. Les bonzes de la finance les lisent sur les fils de presse financiers, comme Bloomberg ou Reuters, et les simples fidèles, dans les pages financières des journaux.

« Malgré tout, la parole de Dieu demeure obscure : il faut l'interpréter. C'est ici qu'interviennent les prophètes », affirme M. Pelletier. Parmi les plus grands, se trouvent les banquiers centraux. Les fidèles soupèsent jusqu'aux moindres paroles du plus important d'entre eux, Alan Greenspan, le grand patron de la Fed, la Réserve fédérale américaine, dans l'espoir d'y lire une indication de la volonté divine.

Mais le Consensus demeure le plus grand prophète. Il apparaît sous la forme de compilation de prévisions de l'ensemble des prophètes secondaires (stratèges, économistes, analystes). « Le Consensus a tendance à avoir toujours raison... après, trop tard », observe M. Pelletier.



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

Jean-Jacques Pelletier

se protéger contre la part de hasard du marché. Voilà pourquoi la tentation de la croyance sera toujours séduisante. »

Mais cette tentation n'est pas sans danger. « Elle escamote la part d'incertitude qui pèse sur nos prévisions. Elle nous fait prendre pour des certitudes ce qui n'était que des estimations... quand elle ne nous fait pas carrément prendre nos désirs pour des réalités », conclut M. Pelletier.

Et même un baptême...

M. Pelletier a eu son baptême du monde de la finance en 1985, lorsqu'il a été nommé au comité de retraite du RREGOP (Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics).

Il travaille présentement à la réédition de l'ouvrage *Caisse de retraite et placement*, ouvrage dont il avait corédigé la première édition en 1994, et qui est devenue... une bible dans le domaine au Québec.

M. Pelletier officie également dans l'univers de la fiction. Auteur de nouvelles et de romans, il devrait bientôt être porté au petit écran. Son thriller *L'Argent du monde* est l'objet d'un projet déjà assez avancé, auquel participe Guillaume Vigneault, fils du célèbre chanteur. Disparition de centaines de millions à la Caisse de dépôt et placement du Québec, blanchiment d'argent et meurtres seront au menu de la télésérie pilotée par le producteur Zone 3.

Clergé et croyances

La religion financière comprend le haut clergé, essentiellement composé d'acteurs, dont la vocation est de surveiller le bas clergé, formé des gestionnaires de portefeuille. Ce sont eux, aux commandes des caisses de retraite, qui gèrent les offrandes des fidèles.

L'univers du placement est truffé de croyances : « On croit que la Bourse va continuer de monter. On croit que les gens vont continuer de croire que la Bourse va continuer de monter, même si, en fait, elle devrait descendre », dit M. Pelletier.

Il y a une croyance capitale : il vaut la peine de continuer à investir. Mais on trouve aussi des croyances secondaires : par exemple, il reste encore des aubaines à la Bourse. En plus, il y a des croyances cycliques, qui reviennent aux 20 ou 30 ans : cette fois, c'est différent ! Au diable les profits, maintenant les règles du placement ne s'appliquent plus... Souvenez-vous des titres technos.

« Que seraient les croyances sans les rituels ? Par exemple, la lecture de la vie des plus grands croyants, ceux que le Marché a récompensés en les inondant de richesses, est une activité religieuse recommandée », affirme M. Pelletier.

Nul doute que les Québécois sont de grands pratiquants quand on constate le succès du livre *Dans la jungle du placement*, du milliardaire montréalais Stephen Jarislowsky, sacré best-seller l'hiver dernier.

Toute cette allégorie n'est qu'une farce ? Peut-être, mais elle referme quand même un enseignement.

Ce n'est pas un hasard si le vocabulaire religieux se transpose si bien dans l'univers financier, estime M. Pelletier. « Le but des gestionnaires est de réduire l'incertitude, de

Vous avez le terrain... Construisez-vous en 2005

La célébration
50^e
anniversaire
de Viceroy

Commandez
votre maison
maintenant!

La Providence
1 460 pi car.

En prime 5 840\$

La Belmont MKII
1 322 pi car.

En prime 5 288\$

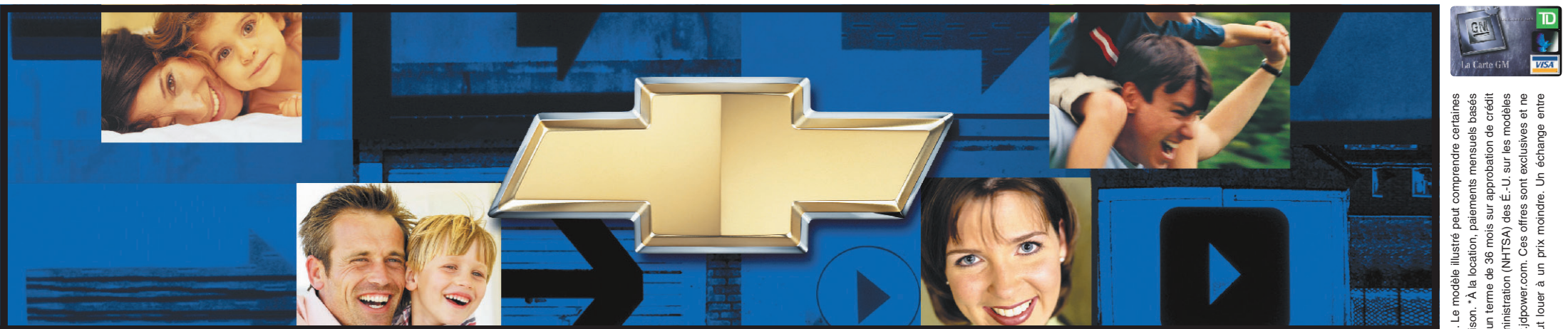
L'offre se termine
ce week-end

Tél. : (450) 622-3185
395, Yvon-Berger, Ste-Rose, Laval
Autoroute 15 N sortie Curé-Labelle
www.viceroy.com

Viceroy
50^e Anniversaire

* Voir votre représentant des ventes pour plus de détails.
Certaines conditions s'appliquent.

8313737



« Peut affronter la
concurrence avec aplomb »

Amyot Bachand, *L'Annuel de l'automobile 2005*



CHEVROLET EQUINOX LS

Sécurité 5 étoiles ★★★★★ ♦ Moteur V6 3,4 L à ISC de 185 HP

Boîte automatique à 5 vitesses • Télédverrouillage, glaces, portes et rétroviseurs à commandes électriques • Lecteur CD et 6 haut-parleurs • Climatiseur • Banquette arrière coulissante Multi-Flex à dossier divisé 60/40 rabattable

375 \$/mois*

0\$ dépôt de sécurité. Terme de 48 mois à la location.
Transport de 995\$ et préparation inclus.

0 \$ OU
comptant

0 %
DE FINANCEMENT
À L'ACHAT†

Renseignez-vous
sur notre
promotion de
toit ouvrant.



Chevrolet Equinox 2005
La VUS d'entrée de gamme
le plus séduisant des E-U.**

CHEVROLET  Choisis ta route.

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf 2005 Equinox (1F26R7D). Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Conditionnel à l'approbation de crédit de GMAC. Les frais liés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits sont en sus et payables à la livraison. *A la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois. Transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12¢ du km après 8000 km. Première mensualité exigible à la livraison. †Taux de financement à l'achat de 0%, pour un terme de 36 mois sur approbation de crédit de GMAC seulement. **Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et les passagers avant (tests d'impacts latéraux). Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des E.-U. sur les modèles Equinox 2005. **Étude sur la performance, la construction et l'aménagement d'automobiles en 2004 aux E.-U. (APEAL) de J.D. Power and Associates. Étude basée sur 102 951 réponses de consommateurs aux E.-U. www.jdpower.com. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location, à l'exception des programmes de La Carte GM, du mérite étudiant et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, au 1 800 463-7483 ou visitez www.gmcanada.com.

3312315